

Les Études du CERI
N° 110 - octobre 2004

**Opposition politique, nationalisme et islam
chez les Ouïghours du Xinjiang**

Rémi Castets

Opposition politique, nationalisme et islam chez les Ouïghours du Xinjiang

Résumé

Peuplé majoritairement d'Ouïghours, le Xinjiang (Turkestan oriental) constitue après l'Ouzbékistan le second foyer de peuplement turcophone musulman en Asie centrale. Tardivement intégré à l'Empire chinois, il a connu un passé tumultueux émaillé d'ingérences extérieures et d'insurrections séparatistes. *via* un contrôle étroit du système politique régional et un processus de colonisation démographique massif, le régime communiste a progressivement intégré ce territoire stratégique – riche en hydrocarbures – au reste du pays. Pourtant, depuis vingt ans, les troubles se sont multipliés de façon préoccupante. Moins connu en Occident que le problème tibétain, le problème ouïghour n'en constitue pas moins aux yeux de Pékin une question bien plus aiguë. Après un long *black out* médiatique sur la question jusqu'en septembre 2001, le gouvernement chinois a finalement publié une série de documents dépeignant l'opposition ouïghoure comme une force terroriste exogène liée aux réseaux jihadistes transnationaux. Une telle rhétorique, qui présente les troubles actuels comme le fait de déstabilisations extérieures, cache cependant un profond mal-être sociopolitique et une opposition qui, dans la réalité, s'exprime selon des formes bien différentes des clichés imposés.

Political Opposition, Nationalism and Islam among the Uyghurs in Xinjiang

Abstract

With a substantial Uyghur population, Xinjiang (East Turkistan) is, after Uzbekistan, the second largest Muslim Turkic-speaking area of settlement area in Central Asia. Annexed by China fairly late, this territory has a tumultuous history punctuated by foreign interference and separatist insurrections. Through strict control of the regional political system and a massive influx of Han settlers, the communist regime has managed to integrate this strategic region and its large oil deposits into the rest of China.

However, over the past twenty years, unrest in Xinjiang has dramatically intensified. Less familiar to Western countries than the problem of Tibet, the Uyghur question is nevertheless a deeper source of concern for the Chinese authorities. After a long media blackout about this unrest until September 11, 2001, the Chinese government issued a series of documents attempting to depict the Uyghur opposition as an outside terrorist force linked to transnational Islamist terrorist networks. This rhetoric, which portrays the current unrest as a foreign attempt to destabilize the region, conceals a deep socio-political malaise and an opposition that actually takes on a far different shape from the vision official discourse tries to impose.

Opposition politique, nationalisme et islam chez les Ouïghours du Xinjiang

Rémi Castets

Reliée à la Chine intérieure par le corridor du Gansu, la Région autonome des Ouïghours du Xinjiang (RAOX) s'étend entre la Mongolie, la Russie, les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, l'Afghanistan, le sous-continent indien et le Tibet (carte 1)¹. Etendue aride émaillée d'oasis, elle abrite près de 20 millions d'habitants². En dépit de liens diplomatiques et commerciaux de longue date avec la Chine, l'histoire de ce territoire à la confluence des itinéraires empruntés par la route de la soie a longtemps été déterminée par des dynamiques et des influences liant ses habitants au reste du monde turcophone musulman centrasiatique. Ainsi, même s'il porte officiellement un nom à consonance chinoise³, le Xinjiang est à l'origine essentiellement peuplé de turcophones musulmans⁴ au sein desquels les Ouïghours sont majoritaires⁵ (carte 2, tableau 1).

¹ Les cartes et tableaux figurent en annexe à la fin de l'*Etude*.

² Ce territoire grand comme trois fois la France (soit 1 664 900 km²) est la plus vaste unité administrative de la République populaire de Chine.

³ Depuis sa conquête par les Qing, la région est appelée « Xinjiang » c'est à dire « nouvelle marche » ou « nouvelle frontière ». Cependant, depuis le XX^e siècle, la mouvance anticoloniale appelle la région « Turkestan oriental » (*Shārkiy Türkistan* en ouïghour) pour signifier son appartenance au monde turk et non au monde chinois. L'emploi inconsideré de cette appellation (*Dong Tujuesitan* ou *Dongtu* en chinois) est assimilé par les autorités chinoises à des velléités séparatistes et peut conduire à de graves sanctions. Par analogie avec les ex-républiques soviétiques turcophones d'Asie centrale aujourd'hui indépendantes, une partie des militants nationalistes ouïghours tend aussi à promouvoir l'emploi du terme *Uyghuristan* (pays des Ouïghours).

⁴ Les populations musulmanes du Xinjiang ont comme point commun de pratiquer un islam sunnite de rite hanéfite marqué par le soufisme. Seuls les Tadjiks du Pamir chinois dérogent à cette règle. Parlant des langues iraniennes du Pamir, ils se rattachent à la branche ismaélienne du chiisme.

⁵ Par ordre d'effectifs décroissants, les principales nationalités représentées à ce jour dans la RAOX sont les Ouïghours, les Hans, les Kazakhs, les Huis (les effectifs de ces nationalités sont mentionnés dans le tableau 1), les Kirghizes (environ 170 000), les Mongols (environ 160 000), les Tadjiks (environ 41 000), les Xibe (environ 41 000), les Mandchous (environ 23 000), les Ouzbeks (environ 13 000), les Russes (environ 10

Depuis la conquête Qing au milieu du XVIII^e siècle, la souveraineté chinoise sur la région a été régulièrement mise à mal par des insurrections séparatistes. Après 1949, le nouveau régime communiste s'est fait fort de raffermir cette souveraineté en prétendant rompre avec les pratiques coloniales qui avaient jusqu'alors caractérisé l'administration de ce territoire. Cependant, compte tenu des doutes de Pékin sur la fidélité des cadres locaux et en dépit d'une autonomie formelle, le nouveau système politique régional a continué d'être contrôlé par des Hans inféodés au gouvernement central. Parallèlement, pour mieux contrôler cette province rebelle, exploiter ses importantes ressources naturelles⁶, mais aussi étouffer les aspirations séparatistes des autochtones, il a engagé un vaste processus de colonisation démographique dont les effets sont particulièrement mal ressentis par ces derniers.

Comme nous le verrons, le sentiment d'être dominées par la Chine au profit des Chinois et à leurs dépens a rapidement généré chez les populations locales un profond mal-être. Jusqu'à la fin de la Révolution culturelle, ce mal-être a largement été étouffé par la rigueur de la répression qui planait sur la région et le reste de la Chine. Mais la période de relative ouverture politique qui a suivi l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping a marqué un tournant, laissant émerger diverses manifestations de ce mal-être. Alors que plusieurs événements en Asie centrale faisaient craindre une déstabilisation de la région⁷, le contexte politique au Xinjiang s'est progressivement tendu à mesure que se renforçaient les craintes des dirigeants chinois. Les échauffourées ponctuelles liées aux tensions avec les Hans et les manifestations des étudiants ouïghours des années 1980 ont laissé la place à des émeutes, de vastes insurrections et des actes de guérilla, voire de terrorisme. Ces troubles se sont multipliés jusqu'en 1996-1997, période à partir de laquelle la dureté de la répression chinoise a de nouveau largement muselé les différentes formes de contestation. C'est paradoxalement à cette période où, sur le terrain, l'opposition ouïghoure était désormais largement bâillonnée, que Pékin a instrumentalisé la lutte menée par la communauté internationale contre les réseaux terroristes islamistes pour, d'une part, légitimer l'intensification de la répression au Xinjiang et, d'autre part, tenter de décrédibiliser les activistes ouïghours réfugiés à

000). Historiquement, ces populations se partageaient les différentes niches écologiques locales. Les oasis au sud des Tianshan sont ainsi traditionnellement peuplées de sédentaires ouïghours. La chaîne des Tianshan et les steppes au Nord sont elles le domaine des nomades kazakhs et kirghizes. A ces populations turcophones se rajoutent des nomades mongols dans le Nord et l'Est, une communauté tadjike dans le Pamir chinois et quelques commerçants ouzbeks et tatars dans les grandes oasis. Suite à la conquête par les Qing, en plus des Ouïghours qui ont été déplacés pour cultiver le nord du Xinjiang (les *taranchi*), sont venus s'installer des Hans, des populations de Mandchourie démobilisées ou envoyées sur place pour assurer le contrôle du nord de la province ainsi que des Chinois musulmans (Huis, appelés aussi Dounganes, c'est-à-dire « convertis ») (carte 2).

⁶ Au-delà de son vaste potentiel agricole, le Xinjiang recèle d'importants gisements d'hydrocarbures (carte 2) mais aussi de charbon, de minéraux non ferreux etc.

⁷ A partir des années 1980, plusieurs événements ont fait craindre aux autorités chinoises que la région ne soit à nouveau déstabilisée par son environnement extérieur. L'invasion de l'Afghanistan voisin par l'ennemi soviétique, la victoire des moujahidines sur la puissante Armée rouge, la montée en puissance de diverses mouvances islamistes toujours dans le voisinage du Xinjiang et enfin, après 1991, l'indépendance des peuples turcophones d'Asie centrale soupçonnés d'être complaisants avec le séparatisme ouïghour, ont fait craindre que l'opposition au régime chinois ne soit galvanisée.

l'étranger. Pékin a alors rompu avec un long *black out* médiatique sur la question ouïghoure pour lancer au tournant des années 2000 une vaste campagne de communication⁸. Comme nous le verrons, elle tend à faire découler les troubles au Xinjiang de déstabilisations extérieures et lie l'opposition ouïghoure à la mouvance terroriste jihadiste internationale. Cependant, cette rhétorique cache une réalité plus complexe, voire assez différente.

Contrairement à la question tibétaine, la question ouïghoure reste largement méconnue de l'opinion occidentale. Comme nous le verrons, cela tient au fait que pendant longtemps les militants ouïghours, contrairement aux Tibétains, ont été divisés et n'ont pas disposé de relais dans les cercles dirigeants et médiatiques occidentaux⁹. Pourtant, comme l'indiquent la persistance d'un contrôle étroit sur la région, l'attention toute particulière accordée à son développement économique ou encore la promotion du Premier secrétaire du PC du Xinjiang (Wang Lequan) au Politburo du PC chinois en 2002, la question ouïghoure est véritablement une préoccupation majeure du régime chinois.

La présente *Etude* vise à établir un constat de la situation politique au Xinjiang. Nous nous proposons de mettre en évidence les causes profondes de l'instabilité qui caractérise la RAOX ainsi que les formes prises par les différents mouvements de contestation. Nous soulignerons l'influence déterminante d'un contexte sociopolitique qui reste sous-tendu par des logiques coloniales, pour expliquer la dégradation de la situation politique au Xinjiang. Parallèlement, nous prendrons en compte les racines historiques et idéologiques du séparatisme ouïghour, l'impact des récentes inflexions politiques et religieuses en Asie centrale et la dimension diasporique prise par le militantisme ouïghour, afin de brosser un tableau idéologique de cette opposition largement méconnue.

LE XINJIANG : UNE MARGE CENTRASIATIQUE RECEMMENT INTEGREE A L'EMPIRE CHINOIS

En fait, les frustrations qui alimentent le mécontentement ouïghour découlent largement du choc entre la dynamique de construction de l'Etat-nation chinois et des paradigmes qui, au Xinjiang, lui sont antagonistes. En effet, depuis 1949 et *a fortiori* depuis que l'idéologie communiste est en perte de vitesse, le régime chinois puise plus que jamais sa légitimité dans une rhétorique nationaliste visant à rétablir la puissance d'une Chine affaiblie par les ingérences impérialistes. Au-delà du rattrapage du retard de

⁸ A l'automne 2001, le gouvernement chinois a publié pour la première fois un rapport sur les activités terroristes dans la RAOX, un *white paper* brossant une histoire et un tableau contemporain du Xinjiang destiné à délégitimer les prétentions séparatistes des militants ouïghours et une liste des « organisations et individus terroristes du Turkestan oriental » les plus recherchés. Tous ces documents ont été abondamment repris par la presse chinoise et internationale.

⁹ En effet, les militants au Xinjiang comme leurs camarades réfugiés en Asie centrale soviétique sont longtemps restés relativement isolés du monde extérieur.

développement dont souffre le pays et de la récupération d'un rôle international de premier plan, cette restauration de la puissance chinoise passe par celle d'un corps géopolitique chinois mythique. Sur fond d'une histoire réécrite afin de légitimer les frontières de ce dernier, le régime chinois se pose ainsi comme le garant de l'intégrité d'un territoire indivisible, inaliénable et éternel. L'intégration du Xinjiang à l'Etat-nation au même titre que celle du Tibet, de Hong-Kong, de Macao ou de Taïwan, est une priorité du régime chinois qui ne peut souffrir aucune remise en question. Cette dynamique a pris dans les faits au Xinjiang la forme d'une intégration politique, juridique, économique, démographique, sociale, culturelle croissante avec la Chine. Cependant, cette dynamique se heurte à deux types d'obstacles. Le premier découle directement de la nature de ce processus d'intégration. Le fait que cet objectif d'intégration soit au Xinjiang initié et entièrement contrôlé dans ses modalités par Pékin, a conduit à l'instauration de rapports entre le cœur chinois et ses périphéries marqués par une domination et des logiques coloniales dont les excès sont difficilement acceptables par les populations locales. Nous reviendrons sur l'impact social et politique de cette logique coloniale. Au-delà de ce heurt d'une importance capitale, cette dynamique d'intégration entre en conflit avec les paradigmes historiques et culturels propres à la région. En effet, l'histoire du Xinjiang a longtemps été largement découplée de celle du monde chinois. Elle a fait émerger de profonds particularismes sur lesquels la diffusion du nationalisme¹⁰ anticolonial turk¹¹, puis ouïghour, s'est appuyée pour remettre en question la colonisation chinoise. Revenir à cette histoire complexe est donc capital pour comprendre pourquoi les Ouïghours ont le sentiment d'appartenir à un monde culturel très différent de celui des Chinois et pourquoi, à ce titre, ce processus d'intégration qui implique une sinisation croissante est perçu comme un processus d'acculturation s'attaquant aux fondements mêmes de l'identité ouïghoure.

Une trajectoire historique qui a nourri de forts particularismes

Même si le discours chinois insiste d'une façon symptomatique sur l'ancienneté et la continuité de la souveraineté chinoise sur le Xinjiang¹², cette région n'a en réalité

¹⁰ Les concepts de nation et de nationalisme ont fait couler beaucoup d'encre. Sans entrer dans ce débat, et comme Ernest Gellner, nous définirons le nationalisme comme une théorie de la légitimité politique « qui requiert que les frontières ethniques ne soient pas détachées des frontières politiques, et en particulier, que les frontières ethniques à l'intérieur d'un Etat donné [...] ne séparent pas les détenteurs du pouvoir du reste de la population » (E. Gellner, *Nations et nationalismes*, Paris, Payot, 1989, p. 1).

¹¹ A travers cette graphie, nous ferons référence au vaste ensemble des peuples turks dont l'habitat s'étend de l'Europe au sud de la Sibérie (les Turcs de Turquie ne constituant qu'une branche de ce groupe de populations).

¹² Le livre blanc publié par le Bureau d'information du Conseil des affaires d'Etat (voir note 8) insiste par exemple sur le fait que « les gouvernements centraux chinois de toutes les périodes historiques ont exercé une juridiction militaire et administrative sur le Xinjiang » (*History and development of Xinjiang*, 26 mai 2003, www.china.org.cn/e-white/20030526). Cette réécriture du discours historique est révélatrice d'une volonté de gommer toutes les aspérités qui dans cette histoire pourraient donner une légitimité à la mouvance séparatiste.

commencé à être véritablement intégrée au reste de la Chine que suite à sa transformation en province chinoise en 1884. Après l'arrivée au pouvoir des communistes en 1949, ce processus d'intégration est devenu l'une des priorités du nouveau régime. Certes, par le passé, l'empire chinois au faîte de sa puissance avait déjà tenté d'étendre son contrôle sur les territoires qui forment le Xinjiang actuel. En effet, à partir du moment où des dynasties ont été capables d'imposer un Etat centralisé unifiant les différents foyers de la future civilisation chinoise, la position géographique occupée par les cités-royaumes des « contrées occidentales »¹³ a rapidement fait de la région un véritable enjeu stratégique. Afin d'assurer la protection de leur vaste empire en constituant un glacis extérieur coupant la voie aux incursions des peuples barbares du Nord, les dynasties impériales chinoises les plus puissantes ont alors tenté de prendre le contrôle de ces territoires occidentaux. Il s'agissait non seulement d'affaiblir les hordes nomades menaçant le nord de la Chine en les coupant de la manne que garantissait le contrôle des échanges s'organisant le long de la fameuse route de la soie, mais aussi « d'utiliser les barbares contre les barbares » ; c'est-à-dire de placer sous influence et de rétribuer les tribus non chinoises des confins de l'empire afin qu'elles constituent un rideau défensif contre les hordes extérieures. Combinant offensives militaires, action diplomatique et dons de marchandises précieuses dans le cadre du système du tribut¹⁴, l'empire chinois a ainsi progressivement imposé à partir de la fin du II^e siècle avant notre ère un protectorat militaire sur les petits royaumes contrôlant les oasis du Xinjiang actuel. Cependant, en dépit de la persistance au cours des temps de liens commerciaux, diplomatiques et d'échanges culturels et religieux avec les oasis de la région, l'Empire du Milieu n'a eu les moyens d'entretenir des garnisons sur place que sous la dynastie Han, entre la fin du II^e siècle av. J.C et le II^e siècle ap. J.C, puis sous les Tang, entre le VII^e siècle et le milieu du VIII^e (carte 1). En dehors de ces périodes, ces oasis sont passées, comme le reste de l'Asie centrale, sous la domination de confédérations nomades turco-mongoles (Xiongnu, Ruan Ruan, Turks, Khitans, Mongols etc).

Du fait de cette trajectoire historique propre, la région a connu au tournant du premier millénaire de notre ère deux processus majeurs qui ont contribué à l'émergence d'un nouveau substrat culturel. Ces deux processus, la turquisation et l'islamisation, sont à la base des forts particularismes qui lient profondément la région au monde turcophone et musulman et qui, en revanche, font que les Chinois (*Khitaylar*) sont perçus comme les ressortissants d'une culture étrangère.

Deux entités qui occupent une place majeure dans la mythologie nationale ouïghoure ont joué un rôle important dans ces processus : les Turcs ouïghours bouddhistes et la dynastie des Turcs musulmans karakhanides.

Suite à la destruction par les Kirghizes en 844 de leur empire centré sur la Mongolie, les Turcs ouïghours qui contrôlaient déjà une partie de la route de la soie s'installent

¹³ Avant la conquête Qing, les marges centrasiatiques de la Chine étaient dans les annales historiques chinoises dénommées « contrées occidentales » (*Xiyu* en chinois).

¹⁴ Plus ou moins régulièrement, les royaumes voisins de la Chine, souvent désireux de commercer avec cette dernière, envoyaient des ambassades vers la capitale de l'empire. Porteuses d'un tribut, elles renouvelaient l'allégeance de leur royaume à l'empereur chinois qui, en échange, conférait protection et titres honorifiques, et distribuait biens et produits manufacturés précieux. Parallèlement, ces missions diplomatiques étaient souvent accompagnées de marchands locaux qui profitaient de la protection du convoi officiel pour venir commercer avec leurs voisins chinois.

dans la région de Turfan et le nord du bassin du Tarim (Karashar, Koucha...). Se sédentarisant progressivement, ils forment alors une aristocratie qui se mêle peu à peu aux populations indo-européennes locales. Convertis au bouddhisme mais aussi pour certains au christianisme nestorien, ils développent une civilisation brillante centrée sur le nord-est du bassin du Tarim, les franges orientales des Tianshan et la dépression de Turfan-Hami où se développe le royaume de Khocho (840-1284). Ainsi, alors que l'ouest de la région passe au X^e siècle sous la domination de l'aristocratie karakhanide, le lent processus de turquisation amorcé depuis les premières invasions de peuples turks dans la région se poursuit au fur et à mesure que disparaissent les anciennes langues indo-européennes.

Plus de deux siècles après la victoire des troupes musulmanes sur les Tang à Talas¹⁵ (751), au X^e mais surtout aux XI^e et XII^e siècles, l'islam se répand sur les marches occidentales d'un Xinjiang alors dominé par le bouddhisme, le manichéisme et le christianisme nestorien. L'islamisation démarre véritablement avec la conversion des Karakhanides (998-1212) dont l'empire est à cheval entre l'Ouzbékistan actuel et la Kachgarie. Ils se lancent alors à la conquête des royaumes voisins encore bouddhistes. Leur pouvoir est mis à bas au XII^e siècle par les Karakhitays (Khitans)¹⁶. Comme ils le feront plus tard avec les Mongols, les Ouïghours reconnaissent la suzeraineté des Karakhitays, comme eux essentiellement bouddhistes. Cependant, l'islamisation se poursuit à travers un processus de diffusion qui suit les voies commerciales mais qui est aussi impulsé par l'action prosélyte des confréries soufies¹⁷ centrasiatiques. Au XIV^e siècle, le processus se confirme avec la conversion à l'islam de la dynastie gengiskhanide à qui l'Asie centrale est donnée en apanage suite à la conquête mongole (les Tchagataïdes).

Le monde ouïghour dont les khans jouent l'alliance avec la Chine contre les musulmans décline alors au fur et à mesure de la progression de l'islam dans la région. Les dernières populations bouddhistes subsistant dans la région de Turfan gardent leur auto-appellation de Ouïghours jusqu'au début du XVI^e siècle, alors que les populations converties à l'islam se désignent désormais comme faisant partie du « peuple musulman » (*musulman khāliq*) ou bien comme ressortissant d'une oasis en particulier (*qāshqārliq, khotānliq, turpanliq*¹⁸ ...).

¹⁵ Dans l'Ouzbékistan actuel.

¹⁶ Peuple sinisé d'origine mongole ; après avoir été chassés de la Chine du Nord par les Jurchet, ils se sont lancés à la conquête de l'Asie centrale avant d'être vaincus par les Mongols.

¹⁷ L'islam soufi compte différents courants mystiques qui, au travers de voies initiatiques propres (*tāriqāt*), ont pour objectif de rapprocher l'individu de Dieu. La pratique de l'islam soufi savant au sein de confréries soudées par d'étroites relations maître-disciples mais aussi les pratiques populaires corollaires à ce dernier (culte des saints...) sont depuis longtemps profondément implantées dans les sociétés musulmanes d'Asie centrale.

¹⁸ C'est-à-dire « de Kachgar », « de Khotan », « de Turfan »...

La conquête Qing

A partir de cette époque, les luttes entre factions politico-religieuses favorisent les interventions extérieures et notamment le retour en force du voisin chinois dans la région. Sur fond de rivalités avec les Timourides et de décadence du pouvoir mongol, la région est divisée entre différents khanats dirigés par les descendants des Tchagataïdes. A partir du XV^e siècle, des leaders politico-religieux (les « khodjas ») puisant leur légitimité dans des généalogies les rattachant à la fois au Prophète et aux grands saints soufis acquièrent un pouvoir croissant. Les rivalités entre deux lignées naqshbandies¹⁹, connues sous le nom de *aqtaghliq* (« khodjas de la Montagne blanche ») et *qarataghliq* (« khodjas de la Montagne noire »), précipitent le destin de la région. En effet, en compétition pour le pouvoir avec les *qarataghliq*, les khodjas de la Montagne blanche favorisent la conquête de la région par des Mongols oïrates (Dzoungares) en 1649, et deviennent ainsi les titulaires du pouvoir local. En 1754, lorsque les troupes de la dynastie mandchoue Qing (1644-1911) écrasent les Mongols oïrates, les *aqtaghliq*, qui s'étaient entre-temps en partie ralliés aux Qing, sont à leur tour éliminés après avoir tenté d'établir un Etat islamique dans la région de Kachgar.

Considérant les populations locales comme des « sujets en dehors de l'assimilation » (*huawai zhimin*), l'empire Qing exerce dans un premier temps un mode d'administration indirect. Tout comme la Mongolie, le Tibet et le Qinghai, la région considérée comme *fanbu*²⁰ est placée sous le contrôle du Lifuyuan (la Cour des affaires coloniales). Sur place, la haute autorité est placée entre les mains de l'administration militaire Qing. Elle encadre à l'échelon local les fonctionnaires indigènes (*beg*) maintenus dans leur charge par le nouveau pouvoir.

Affaiblissement du pouvoir mandchou et ingérences extérieures : l'islam étendard de la rébellion

Au cours du XIX^e siècle, les colons hans, autrefois interdits dans le bassin du Tarim pour ménager la susceptibilité des populations turcophones musulmanes, commencent à affluer. Parallèlement, au-delà de l'exacerbation d'un vieux sentiment antichinois, la corruption d'une partie des fonctionnaires locaux et chinois et la multiplication des taxes liée à l'entretien des garnisons chinoises exacerbent le mécontentement des populations locales.

Le XIX^e siècle constitue une période particulièrement troublée du fait des tensions suscitées par ce contexte et par le renforcement des pressions extérieures. Profitant des visées des marchands kokandis sur les voies commerciales vers l'Inde, les khodjas réfugiés de l'autre côté des Tianshan s'allient avec le khan de Kokand. Ils suscitent plusieurs incursions armées et mobilisent les réseaux soufis locaux pour tenter de

¹⁹ La puissante Naqshbandiyya, comme la Yasawiyya, la Qalandariyya ou la Qadiriyya, fait partie des confréries soufies implantée dans les marges centrasiatiques de la Chine.

²⁰ C'est-à-dire comme une marche frontière défensive (et non comme une province de l'empire).

chasser les Qing (en 1815, 1820, 1826, 1830, 1847, 1855, 1856, 1857, 1862...). Comme par le passé, l'islam est utilisé comme un étendard permettant de fédérer les populations musulmanes de la région contre un pouvoir non musulman. De plus, cette dimension religieuse voire mystique donne un surcroît de légitimité à ces soulèvements en en faisant des *jihad* (*ghazat* en ouïghour) destinés à assurer le retour de la région au sein du *Dar al-Islam*. Ces rébellions sont écrasées et la dynastie mandchoue maintient son autorité sur la région moyennant quelques concessions commerciales et diplomatiques accordées à Kokand.

Cependant, à partir des années 1840-1850, le pouvoir Qing est considérablement affaibli par les guerres de l'Opium et les insurrections qui frappent les parties orientales de l'empire²¹. Une rébellion éclate dans la région de Kachgar au mois de décembre 1864. Yacoub Beg, originaire de Kokand, prend le pouvoir dans les zones rebelles. Entre 1865 et 1869, il conquiert les différentes oasis de la région jusqu'au bassin de Turfan (carte 3). Proche des réseaux soufis²², il instaure un émirat shariatique. Ayant fait allégeance au sultan de Turquie, il tente parallèlement de s'attirer les faveurs des empires russe et britannique en négociant des accords commerciaux. Cependant, une fois mâtées les révoltes plus à l'Est, les troupes du général Zuo Zongtang reconquièrent la région entre 1877 et 1878. Pour tenter de mettre un terme aux visées étrangères, les Qing tentent de négocier un traité frontalier avec la Russie et transforment en 1884 la région en province chinoise. Suite à cette reconquête coûteuse, l'attitude du pouvoir central vis-à-vis du Xinjiang et de ses populations change. Autrefois simple territoire tampon, il est désormais considéré comme une partie inaliénable de la Chine et doit à ce titre faire l'objet d'un processus d'intégration et d'assimilation destiné à renforcer la souveraineté chinoise. Le système administratif indigène est dissout au profit d'un mode d'administration direct qui fait la part belle aux fonctionnaires hans. Encouragée, l'immigration de colons hans, pour la plupart non musulmans, exacerbe la compétition avec les populations musulmanes pour des ressources foncières et hydrauliques limitées. Enfin, constatant que la plupart des révoltes avaient jusqu'alors été déclenchées au nom de l'islam, les autorités chinoises s'attaquent aux particularismes des populations locales. Elles tentent alors d'assimiler les jeunes générations en les intégrant plus ou moins systématiquement dans des écoles confucéennes afin qu'elles adhèrent à la culture et au pouvoir chinois. Les tensions sociales et les menaces d'acculturation suscitées par cette dynamique d'intégration vont catalyser au XX^e siècle l'émergence d'une opposition moderne anticoloniale et nationaliste.

²¹ Le pouvoir Qing est en effet mis en péril par plusieurs rébellions concomitantes de grande ampleur : la rébellion des *Tai ping* et des *Nian* dans le sud et l'est de la Chine (1853-1868), la rébellion des musulmans du Yunnan (1856-1872) et celle des musulmans du Shaanxi et du Gansu (1862-1877).

²² Il gardera d'ailleurs après sa mort une aura importante dans les milieux islamiques du sud du Xinjiang.

LE XINJIANG JUSQU'EN 1949 ET LES RACINES IDEOLOGIQUES DU NATIONALISME OÜÏGHOUR

Le deuxième quart du XX^e siècle constitue une période clé au cours de laquelle émergent les principales mouvances politiques qui vont structurer la scène nationaliste anticoloniale ouïghoure jusqu'à nos jours. Il est donc important de revenir sur cette période pour éviter les raccourcis empruntés par le discours officiel chinois et saisir quelles sont les véritables racines idéologiques des mouvements et groupuscules ouïghours actuels.

Durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, les khanats d'Asie centrale sont, après les Indes, à leur tour conquis par une puissance occidentale : l'empire russe. Alors que se développent les échanges avec ces puissances aux forts appétits commerciaux, comme l'Afghanistan ou l'Iran, le Xinjiang devient un des objets de la lutte d'influence entre ces deux empires (le fameux « Grand jeu »). Plaçant cette région isolée en contact avec le monde moderne, fragilisant le contrôle de la Chine sur cette dernière, ces évolutions du contexte régional conduisent à la constitution d'une opposition politique moderne qui vient se superposer aux anciens réseaux d'opposition soufis. Modifiant le paysage politique local, une partie des riches élites commerçant avec les puissances voisines s'engage pour importer la modernité occidentale afin de tirer les populations turcophones de leur arriération et de les libérer du joug colonial chinois.

Le réformisme *jadid*, ferment de la réaction anticoloniale moderne

L'émergence d'une intelligentsia nationaliste anticoloniale au Xinjiang a largement été conditionnée par la diffusion en Asie centrale du réformisme *jadid*. Ce courant réformateur teinté de panturquisme avait pour objectif d'éviter l'assimilation des populations turcophones musulmanes de Russie et de leur rendre un poids politique en les faisant entrer dans le monde moderne. En effet, dans les années 1880, une partie des élites turcophones frottées à la culture occidentale comprend qu'il est important de s'inspirer de l'Occident pour sortir les populations turques de leur sous-développement et les émanciper de la domination coloniale qu'elles subissent en Russie notamment. Ce mouvement de revitalisation qui se développe d'abord chez les Tatars de Russie s'appuie sur toute une série de réformes, et notamment sur une réforme du système éducatif²³ et de l'islam. Pour mieux saisir la nature des liens qui unissent encore à ce jour le nationalisme ouïghour et l'islam, il est important de souligner la spécificité du syncrétisme qui s'est opéré dans la région à la fin du XIX^e siècle. Alors que chez les « Jeunes Turcs » de l'Empire ottoman, le courant laïque prenait le dessus, en Russie et au Xinjiang, le réformisme *jadid* s'est développé en symbiose avec l'identité islamique des populations locales et le courant panislamiste ; comme nous l'avons vu au cours des

²³ Le courant *jadid* tient son nom de cette nouvelle méthode scolaire (*usul-i jadid*) qui, contrairement à l'enseignement religieux traditionnel, garantissait une ouverture sur le monde moderne en proposant en plus de l'enseignement de la littérature et de l'histoire du monde turk, celui des matières scientifiques, des langues étrangères, du sport...

périodes précédentes, l'islam constituait au-delà de la turcité une spécificité et un trait d'union renforçant la cohésion de la communauté face à des puissances colonisatrices non musulmanes.

Concrètement, la diffusion du réformisme *jadid* est promue au Xinjiang par les élites turcophones commerçantes, en contact avec le monde moderne et notamment avec la Russie et la Turquie. Dans cette province manquant d'écoles, elle s'effectue notamment *via* le développement du réseau scolaire *jadid* et celui de la presse. Ces marchands invitent des professeurs turcophones venus de Turquie ou de Russie et envoient des jeunes étudier à l'étranger. Après avoir fini leurs études, les étudiants formés sur place ou à l'étranger créent à leur tour de nouvelles écoles. En dépit de la répression menée par les seigneurs de guerre chinois, les écoles jadidistes ont développé le sentiment national des populations turcophones dans le cadre de la lutte pour la décolonisation. Se constitue alors progressivement une scène nationaliste qui transcende tant bien que mal les anciennes rivalités entre oasis et sectes soufies et défend la décolonisation du Xinjiang dans le cadre d'un projet panturquiste à l'échelle de la province. Mais la montée de la puissance des Soviétiques dans la région amène cet embryon d'élite anticoloniale à se scinder.

La république islamique du Turkestan oriental (RITO), 1933-1934

Suite à l'écroulement de l'empire chinois en 1911, la province passe sous le contrôle successif de trois seigneurs de guerre chinois exerçant un pouvoir despotique. Après l'assassinat du premier (Yang Zhengxin) en 1928, Jin Shuren lui succède. Ses politiques maladroites sur fond d'ingérences japonaises, britanniques et soviétiques alimentent la multiplication des troubles. Il met un terme au régime d'autonomie dont bénéficiait la principauté de Komul (Hami) dans l'est du Xinjiang. Alors qu'il encourage l'établissement de colons hans après avoir exproprié des paysans, une révolte des Ouïghours de Komul menée par Khodja Niaz et Yulbar Khan éclate en 1931. Les rebelles sont épaulés par le seigneur de guerre hui Ma Zhongying venu en renfort du Gansu voisin.

Durant l'hiver 1932-1933, alors que s'activent les réseaux nationalistes souterrains et les différentes factions opposées au pouvoir provincial, les oasis du bassin du Tarim se soulèvent les unes après les autres. Le pouvoir provincial basé à Urumchi finit par être coupé du sud de la province par les rebelles dounganes²⁴ alliés aux musulmans turcophones. Dans le sud du Xinjiang, fief traditionaliste anticomuniste, une révolte menée par les émirs de Khotan éclate en 1933. Au mois de novembre 1933 est fondée la première république du Turkestan oriental appelée aussi république islamique du Turkestan oriental (RITO, carte 3). Parallèlement, Sabit Damollah, proche du courant *jadid*, qui a activement milité pour rallier les différents foyers insurrectionnels à la RITO, tente de rallier Khodja Niaz et l'est du Xinjiang en le propulsant président. L'émir de Khotan, Mehmet Emin Bughra²⁵, est Premier ministre. Une alliance entre le courant

²⁴ Voir note 5.

²⁵ Ayant reçu une formation religieuse traditionnelle, il s'est rapproché du mouvement *jadid*. Il est resté après son exil à la fin des années 1940 une personnalité importante de la scène politique ouïghoure à l'étranger.

islamique conservateur et les réformistes *jadid* s'opère. Comme le souligne sa constitution, la RITO est un Etat islamique fondé sur l'application de la *sharia*. Cependant, beaucoup des ministres de la RITO sont des personnalités proches du mouvement *jadid*. Au-delà d'assurer sa propre survie, la RITO tente de soustraire le Turkestan oriental à l'occupation chinoise et à l'influence soviétique. Mais le fragile régime est mis à bas le 6 février 1934 par la bête noire des autorités provinciales, Ma Zhongying, retourné par les Soviétiques contre la RITO.

Montée en puissance soviétique, scission du mouvement nationaliste et établissement de la république du Turkestan oriental (1944-1949)

A partir de cette époque, les visées soviétiques sur la région se renforcent et conduisent à la scission de la scène nationaliste anticoloniale. Dans un premier temps, l'URSS trouve son meilleur allié en la personne du nouveau gouverneur provincial Sheng Shicai. En effet, Jin Shuren, qui n'arrive plus à contrôler la région fuit en avril 1933 et ce dernier lui succède. Bien que proche de Chiang Kai-shek, Sheng, conscient de la puissance de l'URSS, adhère rapidement au Parti communiste d'Union soviétique et s'entoure de conseillers soviétiques. Les consulats soviétiques mènent une action prosélyte importante et de nombreux jeunes sont envoyés faire leurs études en URSS. L'Armée rouge implante des garnisons sur place. Alors que l'URSS se taille d'importants privilèges commerciaux et miniers qui seront maintenus jusque dans les années 1950, elle met en place un encadrement à l'abri duquel elle pourra contrôler la province.

Parallèlement, Sheng Shicai sert les intérêts soviétiques en réprimant l'opposition panturquiste au Xinjiang. En effet Staline, qui a éliminé la mouvance panturquiste socialiste proche de Sultan Galiev et est venu à bout de la rébellion *basmachi*, craint que la présence d'un foyer panturquiste au Xinjiang n'alimente l'agitation de l'autre côté de la frontière. L'URSS craint aussi que l'ennemi japonais qui courtise les musulmans de Chine n'instrumentalise ces derniers pour favoriser l'émergence d'un Etat-tampon qui, comme le Mandchoukuo, lui serait acquis. Sheng, qui tente de réduire les tensions interethniques et de casser la mouvance panturquiste, applique avec l'aide de ses conseillers venus d'URSS le système de catégorisation nationale soviétique. Un des points clés de cette politique passe par la reconnaissance d'un statut national propre aux différentes ethnies turcophones et par la revitalisation de l'identité ouïghoure. En effet, après être tombé en désuétude pendant près de cinq cents ans et avoir été remis en service en URSS dans les années 1920, l'ethnonyme est alors réinstitué au Xinjiang au cours des années 1930²⁶.

Se confirme alors à cette époque une fracture entre les nationalistes prosoviétiques et les nationalistes panturquistes de « droite » qui rejoignent le Guomindang (GMD). Ces derniers, au-delà de leur anticommunisme, sont en effet conscients du risque de fragmentation que cette politique de catégorisation nationale porte en germe au Turkestan oriental. Au sein de l'Association des peuples du Xinjiang et à travers les publications de la maison d'édition Altaï, les principaux leaders de cette mouvance

²⁶ Cette réinstitution est notamment promue par la prosoviétique Association pour la promotion de la culture ouïghoure dans les années 1930.

(Mehmet Emin Bughra, Isa Yusuf Alptekin, Masud Sabri) dénoncent la stratégie des Soviétiques qui, en jouant sur les particularismes propres aux différents groupes turcophones, divisent les populations qui forment au Turkestan oriental la nation turque ; nation, à leurs yeux, indivisible.

De l'autre côté de l'échiquier politique, de nombreux cadres formés en URSS jouent la carte des communistes soviétiques pour tenter d'obtenir l'indépendance, ou à défaut l'autonomie. Leur ascension politique est accélérée par un événement politique imprévu. Alors que les Soviétiques plongés dans la Seconde Guerre mondiale détournent leur attention du Xinjiang, Sheng rompt avec Moscou. Il se rapproche à nouveau du GMD, ouvre la région aux troupes nationalistes chinoises et lance la répression contre les cadres prosoviétiques qui vont se réfugier de l'autre côté de la frontière. La réaction des Soviétiques ne se fait pas attendre. En 1943, ils mettent en place à Alma Ata le Comité de libération nationale des peuples turks du Xinjiang (CLNPTX). Ce comité développe la propagande anti-GMD et monte des réseaux secrets d'opposition. Dans les franges instables du nord du Xinjiang²⁷, les événements s'accroissent au début de novembre 1944, lorsqu'une rébellion prend de l'ampleur dans la région de Ghuldja. Le 12 novembre 1945, les rebelles ouïghours et kazakhs, semble-t-il entre temps infiltrés par le CLNPTX, mettent en place la république du Turkestan oriental (RTO). Son autorité s'étend rapidement sur les trois districts du nord du Xinjiang frontaliers de l'URSS (carte 3). Elle est présidée par Ali Khan Tore, un leader religieux ouzbek disposant de l'appui des populations locales. Cependant, l'influence soviétique s'impose peu à peu. De jeunes cadres formés en URSS, jusqu'alors inconnus (Ahmetjan Kasimi, Saïf al-Din Aziz, Ishaq Beg), prennent le dessus sur les vieux leaders que sont Ali Khan Tore et son successeur Hakim Beg. Compte tenu de l'existence de liens étroits entre le GMD et les Américains²⁸, les Soviétiques se servent de la RTO pour peser dans leurs négociations avec le régime nationaliste chinois. Néanmoins, ils ne désirent pas non plus donner de « mauvaises idées » aux populations turcophones d'URSS. Ils ne veulent donc pas d'un Turkestan oriental indépendant. Après avoir signé au mois d'août 1945 un traité d'alliance et d'amitié avec la Chine nationaliste, les Soviétiques encouragent les négociations entre le GMD et les cadres de la RTO. Progressivement, ces derniers abandonnent la thèse de la nécessaire indépendance. En 1946 est signé un armistice comportant des annexes relatives au fonctionnement de la future administration provinciale. Contre la promesse d'un haut degré d'autonomie pour le Xinjiang et de la tenue d'élections libres, le leadership de la RTO met un terme à sa sécession de fait tout en maintenant son autorité sur les « trois districts ». Sous l'autorité du général nationaliste Zhang Zhizhong, un gouvernement d'alliance réunit des cadres de la RTO et l'administration pro-GMD du reste du Xinjiang. Cette dernière rallie des conseillers et ministres recrutés parmi les minorités : le Tatar Burhan Sahidi et les Ouïghours Masud Sabri, Isa Yusuf Alptekin et Mehmet Emin Bughra notamment. Le nouveau gouvernement d'alliance tente pour la première fois de « décoloniser » le système politique et administratif au Xinjiang en proposant de donner un rôle politique accru aux minorités. Lorsqu'en 1947, suite à la démission de Zhang Zhizhong et en violation de l'accord de 1946, Chiang Kai-shek nomme l'Ouïghour anticommuniste Masud Sabri gouverneur de la province, l'alliance

²⁷ Depuis le début des années 1940, le chef de guerre kazakh Osman Batur harcelait les troupes chinoises dans la région.

²⁸ Ils installent un consulat à Urumchi en 1942.

entre le GMD et les cadres de la RTO est rompue. Les forces en présence en reviennent au *statu quo* de 1946 avec, d'un côté, la RTO et, de l'autre, l'administration pro-GMD de Masud Sabri. Alors que, dans le cadre de la guerre civile qui frappe la Chine intérieure, la victoire des communistes chinois sur le GMD se profile, les cadres de la RTO suivent Staline qui, longtemps méfiant vis-à-vis de Mao, finit par se rapprocher de lui. Invités à Pékin pour assister à la première session plénière de la Conférence politique consultative du peuple chinois, les principaux leaders turcophones de la RTO – Ahmetjan Kasimi, Abd al-Karim Abbas, Dalil Khan et Ishaq Beg – sont victimes fin août 1949 d'un mystérieux accident d'avion au-dessus de la Mongolie. Leur mort est cachée jusqu'à la prise de contrôle des territoires du Nord du Xinjiang par l'Armée populaire de libération. Les cadres de la RTO restés à Yining suivent Saïf al-Din Aziz²⁹ qui se rallie aux communistes chinois. De son côté, Burhan Sahidi, nommé gouverneur de la province par Chiang Kai-shek pour remplacer Masud Sabri, se rallie aussi à Mao et garde son poste.

La trame complexe de ces événements est bien sûr révélatrice de la fragilité de la souveraineté chinoise sur la région. A cause de ce passé tumultueux, les nouveaux dirigeants communistes considéreront le Xinjiang comme une région éminemment sensible qui, à partir de la rupture sino-soviétique, sera totalement coupée du monde extérieur. Au-delà, le deuxième quart du XX^e siècle constitue une période capitale au cours de laquelle émergent les principales mouvances politiques qui structureront la scène nationaliste anticoloniale ouïghoure durant le XX^e siècle. Contrairement à l'opposition tibétaine largement soudée derrière la personnalité du Dalai Lama, l'opposition ouïghoure restera divisée par la ligne de fracture mise en place à cette époque. Elle sera partagée jusque dans les années 1990 entre, d'un côté, une mouvance socialiste laïque proche de l'URSS et, de l'autre, une mouvance anticomuniste comptant elle-même une branche réformiste restée proche de l'idéal du jadisisme/panturquisme et des sensibilités plus conservatrices attachées à l'islam traditionnel. La première mouvance comptera ses principales bases dans le nord du Xinjiang et dans la diaspora réfugiée de l'autre côté de la frontière en Asie centrale soviétique. La seconde restera traditionnellement implantée dans le bassin du Tarim et dans la diaspora réfugiée en dehors du bloc communiste (en Turquie notamment).

LE REGIME COMMUNISTE FACE A L'OPPOSITION OÙIGHOURE : UNE OPPOSITION PROGRESSIVEMENT DESACTIVEE PAR DES PURGES RECURRENTES

La scène militante anticoloniale divisée sort largement décimée par la répression menée par les seigneurs de guerre. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la nouvelle administration communiste, qui manque de cadres et doit faire face à divers foyers de résistance, joue alors sur ces divisions pour éliminer toute opposition potentielle, au fur et à mesure que son emprise se renforce.

Comme nous l'avons vu, bien que désorientée par la disparition de ses leaders, la

²⁹ Mieux connu sous son nom chinois de Saifudin, il est alors devenu une personnalité politique prééminente au sein du système politique local.

mouvance socialiste liée à la RTO suit les injonctions de Staline et, contre la promesse d'un haut degré d'autonomie pour le Xinjiang, rallie le PCC. Ce dernier, qui n'a jamais véritablement disposé de bases militantes sur place, a désespérément besoin de cadres pour administrer la province. En dépit de l'élimination des cadres les plus antichinois, elle continue d'être influente dans les trois préfectures du nord du Xinjiang et l'Union pour la défense de la paix et de la démocratie au Xinjiang, c'est à dire le parti associé à la RTO, survit à sa dissolution. Elle compte même jusqu'à plus de 77 000 membres durant l'été 1950. De leur côté, isolés, les nationalistes anticommunistes liés au Guomindang (Mehmet Emin Bughra, Isa Yusuf Alptekin) s'exilent ou bien sont arrêtés (Masud Sabri³⁰). Des chefs de guerre turcophones anticommunistes refusent l'appel à la reddition de Burhan Sahidi et prennent le maquis avec leurs fidèles dans l'Est du Xinjiang. L'Ouïghour Yulbar Khan et le Kazakh Osman Batur résistent plusieurs mois aux troupes communistes avant d'être mis en déroute. Méfiante, la mouvance nationaliste socialiste demande cependant l'établissement d'une république de l'Ouïghouristan sur le modèle soviétique. Dans le cadre des vastes campagnes lancées au niveau national, le nouveau régime chinois fait taire progressivement les voix discordantes. Entre 1951 et 1952, dans le cadre de la campagne nationale des « trois anti », entre 1950 et 1952, dans celui de la campagne de « suppression des contre-révolutionnaires », les autorités chinoises s'attaquent aux cadres nationalistes les plus véhéments et purgent notamment l'Union pour la défense de la paix et de la démocratie au Xinjiang, qui est progressivement désactivée. Dans le cadre de ces campagnes, puis dans celui de la campagne de « réforme agraire » en 1952-1953, le pouvoir communiste s'attaque aussi aux bases du pouvoir des notables anticommunistes du Sud du Xinjiang. La loi islamique abrogée, les juges islamiques perdent leur autorité. Les biens fonciers et notamment ceux du clergé (*waqf*) sont collectivisés et ce dernier est placé sous l'autorité de l'Association islamique de Chine, elle-même inféodée au pouvoir chinois. Les taxes prélevées par le clergé sont éliminées. Alors que les paysans pauvres voient ces mesures d'un œil globalement favorable, le mécontentement monte chez les notables du sud du Xinjiang. S'appuyant parallèlement sur les réseaux soufis locaux, certains tentent alors d'organiser la résistance, tandis que les maladresses et les excès des cadres communistes se multiplient. Au mois de mai 1954, sous la houlette d'Abdimit (un *shäyk* soufi) et de Bardidin Makhsun (un proche de Mehmet Emin Bughra), un comité visant à lancer un *jihad* afin d'établir un gouvernement islamique se met en place. Entre l'hiver 1954 et le printemps 1956, le groupe d'Abdimit et ses émules s'attaquent à différents symboles de l'occupation chinoise dans la région de Khotan (*laogai*³¹, colonies militaires chinoises...) avant d'être progressivement annihilés par la répression.

De nouveau, en 1956-1957, avec le mouvement des « Cents fleurs »³², un flot de critiques à l'égard de la politique chinoise dans la région ressurgit. Sont dénoncés la politique de colonisation, la collectivisation, le fait que les cadres hans ne tiennent pas compte des spécificités des minorités ethniques, l'insuffisance de cadres locaux et la

³⁰ Il est arrêté par les communistes en 1951 et meurt en prison au Xinjiang en 1952.

³¹ Camp de réforme par le travail (équivalent chinois du goulag).

³² Lancé par Mao, ce mouvement visait à laisser s'exprimer les revendications du peuple et des intellectuels chinois. Submergé par le flot des critiques, Mao y met un terme cinq semaines plus tard, lance la campagne « antidroitiers » et purge les voix discordantes qui s'étaient exprimées.

prééminence de cadres hans. Certains vont même jusqu'à demander le retrait chinois de la région. Alors que la rupture sino-soviétique³³ est désormais consommée, s'en suit la campagne « antidroitiers » et les cadres ouïghours prosoviétiques, taxés de « nationalisme local » (*difang minzuzhuyi*), sont purgés. Comme le reste du pays, le Xinjiang entre dans une période troublée. En 1962, des Ouïghours et plusieurs dizaines de milliers de Kazakhs fuyant la collectivisation quittent le nord du Xinjiang pour se réfugier en URSS. Des escarmouches sur la frontière ont lieu à la fin des années 1960. Les deux pays sont au bord du conflit et l'URSS se prépare à l'éventualité de traverser à nouveau la frontière. Parallèlement, à partir de 1966, la région est déstabilisée par les luttes féroces entre les gardes rouges et la vieille garde personnifiée au Xinjiang par Wang Enmao³⁴. Au nom notamment de la lutte contre les « quatre vieilleries », l'islam et les cultures traditionnelles sont violemment attaqués. L'extrême gauche parle d'assimiler les minorités afin d'assurer le développement de la RAOX. Les attaques contre la culture des minorités musulmanes se multiplient. La pratique de l'islam est interdite, les mosquées et tombeaux sacrés détruits, on oblige les musulmans à élever des porcs et ceux qui sont soupçonnés de s'opposer à ces excès sont sévèrement sanctionnés. Beaucoup de cadres des minorités turcophones avaient déjà fait le choix de taire leurs sympathies pour assurer leur survie et le bien-être de leurs familles. Pourtant, les purges successives entamées depuis le début des années 1950 remplissent les nombreux *laogai* du Xinjiang de prisonniers politiques ouïghours dont beaucoup ne survivront pas aux terribles conditions de vie dans ces camps de travail.

Cependant, paradoxalement, les excès de la Révolution culturelle, la dégradation des relations sino-soviétiques et le chaos entraîné par l'opposition entre les gardes rouges et les autorités provinciales favorisent la résurgence de l'opposition souterraine. Après avoir courbé l'échine, la mouvance nationaliste socialiste tente de se réorganiser à travers le Parti révolutionnaire populaire du Turkestan oriental (PRPTO) qui recrute de nombreux cadres de la RTO. Se joignent à ces derniers des jeunes issus des minorités turcophones déçus par le nouveau régime. Le PRPTO aurait été créé secrètement en février 1968 selon les autorités chinoises mais, aux dires de certains de ses anciens militants, quelques-unes de ses futures cellules étaient déjà actives plusieurs années auparavant. Misant sur un important travail de mobilisation destiné à préparer un soulèvement général, il constitue sans doute la plus grande organisation secrète formée depuis 1949. Regroupant essentiellement des Ouïghours (mais aussi des Kazakhs), il se livre à des actes de guérilla (sabotages, escarmouches avec la police et l'armée chinoise...). Selon certains de ses anciens membres réfugiés à l'étranger, il aurait compté plus de 60 000 membres et 178 branches souterraines au Xinjiang. Ces chiffres sont difficilement vérifiables. Le parti ressort pourtant affaibli par l'arrestation de ses militants les plus actifs en 1969, suite à une insurrection manquée, et il se met en sommeil quand les promesses de soutien des Soviétiques s'étiolent au fur et à mesure que les tensions sino-soviétiques s'apaisent.

En réalité, même si l'opposition ouïghoure n'a jamais pu se structurer sur des bases larges à cause de la perpétuelle répression qu'elle a subie, son isolement et son

³³ Elle est déclenchée notamment par les divergences idéologiques sino-soviétiques confirmées par le 20^e congrès du PCUS en 1956.

³⁴ Depuis la libération de la région, ce général de l'APL tenait le pouvoir *via* sa position de secrétaire général du parti communiste de la RAOX.

incapacité à présenter un front uni lui sont alors fatals. Son aile droite est décimée et son aile gauche, instrumentalisée par les Chinois, est désactivée sans avoir pu s'imposer au sein d'un nouveau système politique régional qui en réalité est resté entièrement soumis à Pékin.

ENTRE DOMINATION COLONIALE ET STRATIFICATION SOCIO-ECONOMIQUE : LES RACINES DU MAL-ETRE OUIGHOUR CONTEMPORAIN

Cette logique de domination permet à Pékin depuis 1949 de maintenir un contrôle étroit sur la région et de servir la dynamique d'intégration du Xinjiang au reste de la Chine. Cependant, comme nous allons le voir, les logiques coloniales qui sous-tendent le fonctionnement du système politique, de l'économie et de la société locale, ont nourri un profond mécontentement qui a ouvert la voie à la régénération de l'opposition ouïghoure à partir des années 1980.

Une politique chinoise des nationalités qui cache des rapports de domination

Au début des années 1950, les communistes chinois affichent pourtant leurs bonnes intentions. La Chine reprend la politique soviétique des nationalités en partie appliquée par Sheng Shicai. Les groupes sélectionnés en fonction des quatre critères de la politique stalinienne des nationalités obtiennent alors le statut de *shaoshu minzu* (minorité nationale)³⁵. Grâce à ce statut, leurs particularismes sont reconnus. Ils sont dotés d'avantages leur permettant de mieux s'intégrer dans le nouveau système³⁶. Toujours dans une logique visant à montrer que le nouveau régime s'inscrit en rupture avec les anciennes pratiques coloniales, la province du Xinjiang est transformée en 1955 en Région autonome des Ouïghours du Xinjiang (RAOX). Mais pour les élites ouïghoures favorables à une véritable autonomie, ce changement de statut est perçu comme un marché de dupes. Cette autonomie symbolique contraste en effet avec le droit à l'autodétermination promis par Mao jusqu'au début des années 1940³⁷ ou le droit à

³⁵ Sur 400 groupes demandant à obtenir le statut de nationalité, 41 étaient reconnus en 1953. Leur nombre a progressivement été poussé à 56 en 1990, 55 minorités nationales formant avec les Hans la nation chinoise.

³⁶ Sur le plan scolaire, les étudiants des minorités nationales peuvent par exemple intégrer l'université avec un quota de points inférieur aux élèves hans. Les minorités, dans le cadre de la politique de contrôle des naissances, peuvent avoir un enfant de plus que les Hans...

³⁷ Afin de rallier les minorités ethniques dans sa lutte contre le Guomindang et les Japonais, Mao avait répété son attachement à l'article 14 de la constitution du PCC de 1931 affirmant « la reconnaissance du droit à l'autodétermination des minorités nationales en Chine, leur droit à la séparation totale et celui à la formation d'un Etat indépendant ».

l'autogouvernement promis par la suite. Certes, les présidents du Gouvernement populaire, des préfectures autonomes et des cantons autonomes de la RAOX appartiennent à la nationalité titulaire de l'unité en question. Mais comme dans le reste de la Chine, le parti communiste est le véritable centre de contrôle des institutions politiques. Or les postes les plus importants au sein du parti au Xinjiang sont tenus par des Hans fidèles à Pékin. Ainsi, alors que les minorités nationales constituaient environ 60 % de la population provinciale en 1997, elles n'étaient représentées que par 37,3 % des membres du PC de la RAOX. De plus, compte tenu des soupçons pesant sur leur loyauté envers Pékin, les cadres turcophones sont souvent déclassés vers des postes à faible niveau de pouvoir ou des postes facilement contrôlables. L'absence de véritable autogouvernement a ainsi empêché la remise en cause de politiques particulièrement mal vécues par les Ouïghours qui nourrissent de fortes frustrations.

De nombreuses politiques alimentent en effet le mécontentement des minorités nationales. Le contrôle des naissances et les avortements imposés sont par exemple mal tolérés par les populations musulmanes de la région. D'autre part, malgré des protestations récurrentes, la région est restée jusqu'au milieu des années 1980 une zone d'essais nucléaires. En dépit du *black out* du régime chinois sur la question, les essais qui ont eu lieu sur le site du Lopnor ont probablement eu de graves conséquences pour l'environnement et la santé des populations locales. Est reprochée aussi à Pékin l'exploitation massive des ressources naturelles de la région (pétrole et gaz notamment) sans que les richesses dégagées ne soient redistribuées localement. Nous verrons également que les interdits et la répression autour des activités religieuses et culturelles potentiellement subversives sont devenus particulièrement étouffants. Cependant, c'est sans doute la politique massive de colonisation han qui aux yeux des populations autochtones a eu les conséquences les plus désastreuses et les plus difficiles à accepter.

Les *bingtuan* et le processus de colonisation démographique

En effet, comme il l'avait fait sous les Han, les Tang ou les Qing, à partir des années 1950, le pouvoir central a à nouveau encouragé l'afflux de colons hans en mettant en place les Corps de production et de construction du Xinjiang (CCPX) (*Xinjiang shengchan jianche bingtuan*). Ces corps de « paysans soldats » envoyés sur les marges de la Chine ont permis d'ouvrir dans cette région riche en hydrocarbures, ressources minérales et terres agricoles vierges, de nouvelles zones pionnières fixant dans un premier temps les anciens soldats démobilisés de la guerre civile. Les CCPX constituent une structure originale qui sert directement les objectifs du gouvernement central. Alors que leur leadership est intimement lié au PCC, les CCPX ne dépendent pas du gouvernement régional mais directement du Conseil des affaires d'Etat chinois. Et dans l'Etat, les CCPX disposent d'un système judiciaire qui leur est propre et gèrent la plupart des prisons et camps de travail de la RAOX. Alors que ce type de structure destinée à renforcer la colonisation a disparu des autres zones frontalières chinoises dans les années 1980, il a été revigoré au Xinjiang et continue d'être considéré comme un des instruments clés de la politique de « stabilisation » de la région³⁸.

³⁸ Parmi la liste de 10 recommandations préconisées par le Politburo du PCC en 1996 pour stabiliser le

Forts d'une centaine de milliers de membres dans les années 1950, les CCPX sont ainsi passés à plus de 2,4 millions de membres aujourd'hui, à 90 % hans (soit le tiers des Hans vivant « officiellement » au Xinjiang³⁹). Subventionnés à près de 80 % par le gouvernement central, ils contrôlent aujourd'hui près du tiers des surfaces arables locales et assurent environ le quart de la production industrielle provinciale. Grâce aux nombreux avantages fournis à leurs membres, ils ont surtout permis d'assurer un afflux constant de Hans qui a modifié fondamentalement l'équilibre démographique de la région tout en renforçant les effectifs destinés à sécuriser certaines zones en cas de troubles majeurs. Via les CCPX, mais aussi à travers des flux migratoires non contrôlés directement par l'Etat, la population han est ainsi passée de 6,7 % de la population en 1949 à environ 40 % aujourd'hui (tableau 1, carte 2). Ils ont ainsi permis de renforcer la présence han dans les zones frontalières les plus sensibles tout en diluant les concentrations des minorités ethniques dans les zones les plus accessibles à l'immigration chinoise. L'extension des infrastructures de transport a en cela largement favorisé la colonisation en rendant plus accessibles aux colons des zones autrefois reculées. Les principales zones pionnières ont été ouvertes le long de la frontière sino-soviétique, le long de l'axe ferroviaire Hami-Urumchi-Alashankou (à la frontière du Kazakhstan) et le long de l'axe Korla-Aksu-Kachgar (carte 2). Désormais de larges zones dans le nord du Xinjiang, telle la « municipalité modèle » de Shihezi, sont contrôlées par les CCPX. Après s'être longtemps focalisé sur le nord du Xinjiang, depuis le raccordement du nord du bassin du Tarim au réseau ferroviaire chinois et depuis le raccordement routier de Khotan au nord du bassin du Tarim⁴⁰, l'implantation des *bingtuan* tend désormais à se renforcer dans les zones de peuplement ouïghour du sud du Xinjiang, non sans poser des problèmes.

Les répercussions socio-économiques du processus de colonisation

Ce processus de colonisation est en effet problématique. D'abord, parce que les Ouïghours qui se perçoivent, par opposition aux Hans et aux Huis, comme les véritables autochtones de la région, ont le sentiment d'être progressivement dépossédés de leur territoire. Il exacerbe aussi la concurrence pour des terres arables et des ressources en eau limitées. Parallèlement, le non-respect par les Hans du mode de vie de leurs voisins musulmans peut parfois conduire à de fortes tensions. Cependant, au-delà de ces sources de contentieux, le processus de colonisation a renforcé des inégalités socio-

Xinjiang (voir note 55), le point n° 6 insiste sur le rôle capital des *bingtuan* et sur les moyens à mettre en œuvre pour les impliquer davantage dans cette tâche.

³⁹ Il est difficile d'évaluer le nombre réel de Hans vivant au Xinjiang, car dans leurs statistiques, les autorités chinoises ne déclarent pas les populations migrantes ni celles placées sous la juridiction des autorités militaires.

⁴⁰ Dans les années 1950, seule Komul (Hami) était reliée au reste du réseau ferroviaire chinois. Urumchi fut reliée en 1960. La section Turfan-Korla fut achevée en 1984, le rattachement d'Urumchi à la frontière kazakhe au début des années 1990 et la section Korla-Aksu-Kachgar en 1999. La route « trans-désert » qui relie Khotan à Korla a, quant à elle, été terminée en 1995.

économiques sources elles aussi de rancœurs. En effet la colonisation tend, par un processus complexe, à exclure les minorités nationales du Xinjiang du partage des richesses générées par la mise en valeur de la région. Certes, l'Etat central est conscient qu'il est important d'impliquer les minorités nationales dans le développement économique régional afin d'assurer la stabilité du Xinjiang. Depuis le lancement en janvier 2000 de la campagne « d'ouverture du Grand Ouest » (*Xibu dakaifa*)⁴¹, les autorités chinoises ont accordé une attention toute particulière à la RAOX. Depuis 1949 et *a fortiori* au cours des dernières années, la région a bénéficié d'importants investissements dans les transports et dans le secteur industriel⁴². Cette région, autrefois dépourvue d'industrie et parmi les plus pauvres de Chine, est ainsi aujourd'hui au sein des provinces du « Grand Ouest » chinois celle qui dispose du PIB par habitant le plus élevé. Elle a connu au cours de la période 1978-2000 un taux de croissance supérieur à la moyenne chinoise. Parmi les 31 unités administratives de niveau infra-étatique, elle se classe désormais au 12^e rang en terme de PIB par habitant. Cependant, ces données macroéconomiques encourageantes cachent de fortes inégalités qui s'articulent le long de lignes ethniques et qui entretiennent le ressentiment ouïghour. Certes, les Ouïghours bénéficient dans une certaine mesure du dynamisme économique de la région et des différentes améliorations du cadre de vie qu'il implique. Mais les investissements, dirigés en priorité vers les zones de colonisation, ont à leurs yeux surtout profité aux colons hans. En effet, le produit intérieur brut par habitant dans les zones de peuplement han reste largement supérieur à celui des zones où les Ouïghours sont encore majoritaires (tableau 2). La faiblesse du PIB par habitant dans le bassin du Tarim où se concentrent les trois quarts de la population ouïghoure du Xinjiang laisse supposer qu'une part importante des familles dispose de revenus inférieurs au seuil de pauvreté chinois, et *a fortiori* au seuil fixé par les organismes internationaux.

Parallèlement, ces différences de revenus s'articulant le long de lignes ethniques sont à l'origine d'un accès inégal au système éducatif. Ces inégalités d'accès à l'enseignement, elles-mêmes exacerbées par les handicaps linguistiques dont souffrent les Ouïghours, viennent en retour renforcer cette stratification socio-économique. En effet, le processus de modernisation que connaît la région se fait sur la base d'une intégration économique croissante avec la Chine. Compte tenu du rôle dominant des Hans dans l'économie et l'administration, il est capital de maîtriser le mandarin pour accéder à des postes de responsabilité. Concrètement, les jeunes élèves ouïghours ont le choix entre suivre les « classes ouïghoures » où l'enseignement est effectué essentiellement en ouïghour, et les « classes chinoises » en zone d'habitat mixte où l'enseignement est effectué en mandarin. Même si les « classes chinoises » sont plus coûteuses, les élites ouïghoures qui maîtrisent souvent elles-mêmes le mandarin envoient fréquemment leurs enfants dans les classes chinoises pour leur garantir de meilleures chances de réussite professionnelle. Cependant, compte tenu des risques

⁴¹ Programme de développement visant notamment à encourager l'investissement dans l'ensemble constitué par la RAOX, la Région autonome du Tibet, du Ningxia, Guangxi, de Mongolie intérieure, les provinces du Qinghai, du Gansu, du Shaanxi, du Sichuan, du Yunnan, du Guizhou et la municipalité de Chongqing.

⁴² Connaissant un déficit structurel permanent (environ 50 % du budget régional à la fin des années 1990), les finances de la région autonome sont en effet largement dépendantes des fonds du gouvernement central (voir N. Becquelin, « Xinjiang in the nineties », *China Journal*, 44, juillet 2000, pp. 71-74).

d'acculturation que représente ce type de démarche, et de la compartimentation assez stricte de l'habitat han et ouïghour, mais aussi parce que dans les zones ouïghoures rurales reculées ce type de classe n'existe pas, la plupart des familles ouïghoures envoient leurs enfants dans les « classes ouïghoures » à proximité de leur domicile. Ainsi, beaucoup de jeunes, en dépit de l'existence de cours de (et en) mandarin dans les « classes ouïghoures », ne maîtrisent pas le chinois à la fin de leur scolarité. Récemment, les autorités régionales ont entamé la mise en place d'un programme visant à développer le bilinguisme mandarin/langue nationale chez les minorités. Néanmoins, ce programme qui multiplie les enseignements en mandarin, voire remplace ceux en ouïghour dans l'enseignement supérieur, est vécu comme l'expression d'un processus de modernisation qui, à l'initiative de Pékin, se fait sur la base d'une acculturation. Au-delà de ces handicaps linguistiques, l'incapacité des populations les plus pauvres à financer les études de leurs enfants contribue à bloquer une large partie de la population ouïghoure aux échelons les plus bas de la société. Théoriquement, *via* l'attribution de points supplémentaires aux concours d'entrée à l'université, le système éducatif chinois est censé faciliter l'ascension sociale des minorités. Mais, en dépit d'une augmentation certaine des taux de scolarisation depuis 1949, avec le délitement du filet social chinois, une certaine aisance financière est nécessaire pour poursuivre des études. Les frais de scolarité sont en constante augmentation et il est de plus en plus difficile d'obtenir des bourses scolaires. Bien qu'il y ait eu une amélioration des conditions de scolarisation dans les districts urbains les plus favorisés, les familles les plus pauvres continuent de restreindre la durée de scolarisation de leurs enfants dans les zones rurales les plus reculées. Alors que les familles hans plus riches et souvent citadines peuvent faire suivre à leurs enfants des études plus longues et dans de meilleurs établissements, les enfants des minorités nationales moins aisées quittent en masse le système scolaire entre le collège et le lycée (voir tableau 3), ce qui nuit à leur niveau de qualification (voir tableau 4). Ces différences de capital scolaire conjuguées à une embauche souvent discriminatoire dans le privé perpétuent au cours des décennies une stratification socioprofessionnelle dans laquelle les Ouïghours sont pénalisés par rapport aux Hans. Les minorités nationales au Xinjiang continuent d'être surreprésentées au bas de l'échelle socioprofessionnelle et les Hans surreprésentés dans les échelons les plus élevés. Ainsi, alors que les minorités nationales constituaient près de 54 % de la population au Xinjiang en 1990, elles représentaient plus de 76 % des travailleurs agricoles (contre 69,4 % en 1982, pour près de 52,8 % de la population totale à l'époque), moins de 41 % des effectifs des professions libérales et techniques et moins de 30 % des directeurs et administrateurs.

Au quotidien, ce déclassement des Ouïghours se traduit par des conditions de vie précaires aggravées par la quasi-inexistence de système de protection sociale en Chine. Selon le recensement de 1990, le taux de mortalité infantile chez les minorités nationales au Xinjiang était 3,6 fois plus important que celui des Hans et leur espérance de vie était de 62,9 ans contre 71,4 ans pour les Hans du Xinjiang. Parallèlement, le sous-emploi chez les jeunes Ouïghours a conduit à une augmentation de la criminalité et de la consommation de drogue, allant de pair avec une explosion des cas de sida⁴³. En dépit de la réussite d'un certain nombre d'entrepreneurs et de cadres, cette pauvreté mais aussi cette échelle des inégalités donnent aux Ouïghours le sentiment qu'ils sont exclus de la croissance économique au profit des Hans. Ce statut de citoyen chinois de

⁴³ Avec le Yunnan, le Xinjiang est une des zones les plus sévèrement touchées par l'épidémie en Chine.

« deuxième classe », qui contraste avec les promesses de prospérité et d'égalité faites par le régime communiste chinois après 1949, a amené beaucoup d'entre eux à penser qu'ils ont été abusés par la façade communiste du régime et qu'ils vivent en réalité sous le joug d'un régime colonial.

UN MAL-ETRE QUI A NOURRI UNE REVITALISATION IDENTITAIRE ET LA MONTEE EN PUISSANCE DU MOUVEMENT ESTUDIANTIN OÛGHOUR

Les frustrations engendrées par la colonisation, ses répercussions socio-économiques et la domination de Pékin sur le système politique régional ont alors alimenté dans les années 1980 une réaction identitaire et politique.

Après les années noires de la Révolution culturelle, la relative ouverture qui a suivi l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping à la fin des années 1970 a en effet laissé la voie ouverte à un vaste mouvement de revitalisation des cultures locales. Les ouvrages et les recherches universitaires sur l'histoire et la culture ouïghoures se sont multipliés. Alors que l'Association islamique du Xinjiang, dissoute pendant la Révolution culturelle, était réinstituée, les publications et traductions de textes étrangers relatifs à l'islam ont fleuri. De nombreuses mosquées ont été rénovées ou construites. De même, l'enseignement religieux s'est développé avec, d'un côté, des écoles coraniques rattachées aux mosquées locales et, de l'autre, des écoles privées le plus souvent non déclarées. Peu à peu, ce mouvement de revitalisation culturelle et religieuse a débordé sur le champ politique.

Au milieu des années 1980, la montée en puissance des réformateurs comme Hu Yaobang au sein de l'appareil d'Etat chinois alimente les espoirs des intellectuels et des étudiants ouïghours. Beaucoup d'entre eux espèrent que cette nouvelle génération de dirigeants sera capable d'ouvrir un dialogue en vue de faire évoluer les rapports entre Pékin et le système politique local. Rapidement, les étudiants et intellectuels ouïghours profitent de ce climat de relative détente, voire de la bienveillance des cadres autochtones du PCC, pour relayer ce mouvement de revitalisation de l'identité ouïghoure. Au début des années 1980, les salons et conférences relatifs à la culture, à la littérature et à l'histoire ouïghoures se multiplient sur les campus. Le mouvement débouche sur la création d'associations étudiantes qui promeuvent les droits et la culture des Ouïghours. Après les années d'oppression et d'excès de la Révolution culturelle, elles deviennent progressivement des chambres d'écho de la soif de réformes des étudiants ouïghours et le fer de lance de nouveaux mouvements revendicatifs. A partir du 12 décembre 1985, en l'espace d'une semaine, plusieurs manifestations d'étudiants turcophones se déroulent à Urumchi, Kachgar, Aksu, Khotan. La mobilisation à Urumchi est largement encadrée par l'Organisation des descendants de Tengri⁴⁴. Les délégués étudiants présentent aux autorités locales des revendications en six points, révélatrices des

⁴⁴ Du nom de la divinité suprême des anciens Turks. Implantée sur le campus de l'Université du Xinjiang à Urumchi, cette organisation enregistrée était à l'origine une association progressiste littéraire et culturelle organisant différents événements autour de la littérature et de la poésie ouïghoures.

principales sources du mal-être ouïghour. Ils réclament alors la tenue d'élections libres, l'arrêt des essais nucléaires sur le site du Lopnor⁴⁵, l'arrêt de la colonisation et de la déportation de criminels chinois vers la région⁴⁶, le respect et l'effectivité du statut d'autonomie de la région, l'arrêt de la politique de contrôle des naissances et l'amélioration des conditions d'éducation pour les minorités nationales.

Les autorités locales, en sanctionnant les leaders étudiants, cassent le mouvement. Cependant, en dépit de la vague d'épuration, des associations étudiantes continuent à émerger. L'une d'elles, l'Union étudiante scientifique et culturelle, pousse plus en avant l'organisation du mouvement réformiste étudiant. Née dans l'Université du Xinjiang à Urumchi, elle développe des branches sur les campus du Xinjiang mais aussi à Pékin. Cette association menée par de jeunes étudiants ouïghours, et notamment par Dolkun Isa, a pour objectif de contribuer à la promotion de la culture ouïghoure et à l'amélioration des conditions d'étude des minorités au Xinjiang. Elle dispense des cours de soutien dans les zones les plus défavorisées et organise des représentations folkloriques et théâtrales visant à éveiller la conscience nationale des Ouïghours. Mais elle devient elle aussi une chambre d'écho du mal-être des étudiants ouïghours et kazakhs. Elle joue notamment un rôle important dans les manifestations étudiantes qui éclatent à la mi-juin 1988 à Urumchi. A cette époque, des tensions émergent du côté des étudiants hans quand l'administration des universités du Xinjiang décide de mélanger dans les dortoirs les étudiants des minorités avec les étudiants hans. Face au mécontentement de ces derniers et à l'apparition de graffitis racistes sur les murs des facultés, les étudiants des minorités nationales lancent à la mi-juin un « rassemblement contre les discriminations ethniques ». Mobilisés autour de slogans tels que « A bas les discriminations », « On veut l'égalité des chances », « Nous ne sommes pas les esclaves des Chinois », « Sauvons l'éducation des minorités », les étudiants turcophones descendent dans les rues d'Urumchi le 15 juin 1988. Là aussi, les autorités régionales refusent le dialogue. Pourtant, même si elles sanctionnent les leaders, les milieux étudiants sont en ébullition.

En effet, d'autres mouvements, cette fois-ci d'ampleur nationale, viennent au printemps 1989 catalyser ce climat d'effervescence revendicative. Il s'agit d'une part du mouvement prodémocratique de la place Tiananmen, dans lequel un étudiant ouïghour, Uerkesh Daolet (Wu'er Kaixi en chinois), joue à Pékin un rôle important. Et d'autre part d'importantes manifestations qui mobilisent des musulmans chinois contre le livre *Xing Fengsu* [Coutumes sexuelles] – ouvrage contenant des propos dénigrant les musulmans – qui démarrent au même moment dans les provinces à forte minorité hui du Shaanxi et du Qinghai, avant de s'étendre à l'ensemble de la Chine et bien sûr au Xinjiang. Les griefs des musulmans n'étant pas portés contre le régime, ce dernier les soutient afin d'apaiser leur mécontentement. Il interdit le livre et sanctionne durement auteur et maison d'édition. En revanche, le mouvement étudiant du printemps de Tiananmen et ses corollaires sur les différents campus du pays donnent lieu à partir de début juin à la répression que l'on sait. Après avoir repris la situation en main, la sécurité publique du Xinjiang revient alors sur les manifestations des musulmans de la mi-mai 1989 à Urumchi et notamment celles du 19 mai. Les autorités régionales donnent dans la presse une lecture de ces événements qui sous-entend une récupération partielle de ces mouvements par l'opposition nationaliste. Elles sanctionnent à nouveau les éléments les

⁴⁵ La Chine aurait procédé à une trentaine d'essais nucléaires sur le site du Lopnor entre 1964 et 1985.

⁴⁶ Le Xinjiang, qui compte de nombreux *laogai*, est une des principales régions d'internement en Chine.

plus impliqués alors que la chape de plomb autoritaire qui suit la répression des événements de Tiananmen met un terme à la relative ouverture des années 1980. En dépit de l'échec par lequel elles se soldent, ces années sont déterminantes dans la mesure où beaucoup des étudiants les plus engagés vont jouer un rôle crucial dans la régénération de l'opposition ouïghoure. Certains d'entre eux participeront sur place à la création au cours des années 1990 de groupes militants souterrains. D'autres, ayant vécu au contact des réalités du Xinjiang moderne, vont fuir la répression chinoise et rejoindre les rangs de l'opposition en exil.

DE LA MONTEE DES TENSIONS ET DES TROUBLES A LA REPRESSION TOUS AZIMUTS

Le droit au retour de Hans déportés au Xinjiang au cours de la Révolution culturelle, le desserrement du contrôle étatique sur la sphère privée, culturelle et religieuse avaient nourri l'espoir d'une amorce de décolonisation. Or la fin des années 1980 tranche clairement avec le début de la décennie et annonce la dégradation du contexte politique qui s'opérera au cours des années 1990. Pour les militants ouïghours, les espoirs de réforme ont laissé la place aux rancœurs suscitées par l'absence de perspectives de dialogue et par la répression.

L'insurrection de Barin et l'apparition de groupuscules prônant la lutte armée

Avec la réislamisation des années 1980, la mouvance panturquiste islamique centrée sur le sud du Xinjiang avait été revigorée par de jeunes activistes. La répression des troubles urbains secouant la région à cette époque avait donné lieu au démantèlement de groupes militants islamo-nationalistes de petite envergure. Mais la force d'opposition la plus sérieuse émerge à la fin des années 1980 avec le Parti islamique du Turkestan oriental (PITO). Selon les témoignages d'anciens militants du PITO, Yusuf Zeydin aurait impulsé le développement de ce parti à partir de la fin 1989 en mobilisant les réseaux islamo-nationalistes dormants du Sud Xinjiang. Capitalisant le mécontentement ouïghour, l'organisation entreprend un important travail souterrain de propagande et de recrutement. Autour notamment d'un programme en dix-sept points dénonçant les politiques chinoises les plus impopulaires (essais nucléaires sur le site du Lopnor, transferts de populations chinoises dans la région, politique de contrôle des naissances, etc.), l'organisation se ramifie rapidement dans de nombreuses agglomérations du bassin du Tarim, voire jusqu'à Yining (Ghuldja en ouïghour), Turfan et Urumchi.

Son principal objectif est de lancer une vaste insurrection destinée à libérer le Turkestan oriental ou, à défaut, attirer l'attention du reste du monde sur la cause ouïghoure. A la manière des leaders séparatistes du sud du Xinjiang de la première moitié du XX^e siècle, le PITO utilise l'étendard de l'islam et du *jihad* pour rallier l'ensemble des minorités nationales musulmanes contre le pouvoir chinois. Lorsque le

plan insurrectionnel du PITO est découvert par les autorités chinoises, ses leaders décident de lancer leur offensive avec deux semaines d'avance. Le 5 avril 1990, après que quelques centaines de militants entraînés ont convergé dans la région de Barin⁴⁷, propice à la guérilla, Yusuf Zeydin, sans doute inspiré parallèlement par le succès des Afghans contre les Soviétiques, lance un *jihād*. Après une première nuit d'âpres combats, les contingents de l'APL dépêchés sur place pourchassent les rebelles mal armés⁴⁸ dans les montagnes.

Même s'il est très difficile de se faire une idée précise de son bilan, selon des témoins réfugiés à l'étranger, l'insurrection aurait fait plusieurs centaines de morts à la fois du côté des insurgés et des forces chinoises. Une fois l'insurrection mâtée, les autorités chinoises lancent une opération de ratissage systématique qui aboutit au démantèlement du PITO.

Par la suite, les autorités chinoises rattacheront le PITO à la mouvance islamiste⁴⁹ jhādiste implantée de l'autre côté des Pamirs, considérant qu'il aurait donné naissance à des formations plus « radicales » telles le Parti d'Allah et le Mouvement islamique du Turkestan oriental (nous y reviendrons). Il est possible que certains de ses membres aient rejoint plus tard ce type de formation. Cependant, les témoignages des anciens militants, comme les slogans clamés au cours de l'insurrection, évoquent davantage une forme rénovée du panturquisme islamique implanté historiquement dans le sud du Xinjiang qu'un pur avatar de l'islamisme radical.

En dépit de l'échec qu'elle a constitué pour les séparatistes, l'insurrection de Barin constitue un tournant politique. Pour Pékin, alors que l'URSS est sur le point d'imploser de l'autre côté de la frontière, cette insurrection de grande ampleur sonne comme un avertissement. Elle révèle, d'une part, la résurgence de mouvements séparatistes armés susceptibles de se structurer sur des bases relativement larges, mais aussi d'autre part, le laxisme voire la complaisance d'une partie des cadres autochtones qui n'ont pas su ou voulu prévenir la montée en puissance du PITO. Pékin estime désormais qu'une reprise en main autoritaire est nécessaire afin de purger la société et le système politique des éléments qui ne sont pas acquis au régime. Avant de prendre un tour draconien après les événements de Yining (Ghuldja) en 1997, la période post-1990 va ainsi marquer le début d'un resserrement progressif puis systématique du contrôle des autorités centrales et locales sur les minorités turcophones.

Pour la mouvance nationaliste militante, l'échec de l'insurrection de Barin constitue aussi un tournant. Il montre que le rapport de force entre la Chine et les séparatistes est incontestablement en faveur de la Chine. Celle-ci maintient d'importantes garnisons sur place et a depuis 1949 intégré le Xinjiang à ses infrastructures de transport, ce qui lui permet en quelques jours d'envoyer des renforts massifs. D'autre part, l'immobilité du reste de la mouvance militante et de la société ouïghoure est révélatrice des divisions sur les moyens à utiliser afin d'obtenir une véritable autonomie et l'autogouvernement.

⁴⁷ C'est-à-dire dans les zones montagneuses du district d'Akto au sud de Kachgar.

⁴⁸ Ils étaient essentiellement équipés d'armes légères souvent obsolètes, voire d'armes blanches.

⁴⁹ Par mouvement islamiste, nous entendons tout mouvement mené par des intellectuels de formation moderne dont le projet est de « construire, à partir du pouvoir de l'État, un système politique totalisant qui générerait tous les aspects de la société et de l'économie, en s'appuyant sur les seuls fondements de l'islam et en refusant le pluralisme politique » (O. Roy, *Généalogie de l'islamisme*, Paris, Hachette, 2002, p. 10).

Pourtant, à partir de cette époque, l'échec du mouvement réformateur étudiant des années 1980, mais aussi le ressentiment suscité par la dureté de la répression, lancent de jeunes militants dans une logique plus violente. Désirant briser le *black out* médiatique que maintient la République populaire de Chine sur la situation au Xinjiang et face à l'impossibilité d'un soulèvement général, ils tentent de réaliser des « coups d'éclat » pour attirer l'attention internationale sur le Xinjiang, voire pour transformer la région en bourbier pour la Chine.

Des groupes à l'espérance de vie parfois réduite mais adoptant des modes d'action plus radicaux commencent ainsi à bourgeonner au début des années 1990. Souvent composés d'une poignée de jeunes, ils multiplient sans véritable coordination sabotages⁵⁰, incendies, attaques de casernes de police, de bases militaires... Jusqu'à il y a peu, le régime chinois avait fait le choix d'étouffer les informations concernant ces troubles pour leur donner le moins d'impact possible. Cependant, après le 11 septembre 2001, il a lancé une campagne de communication sur les actes les plus violents et notamment sur les actes terroristes commis au cours de cette période (voir *infra*). Le Bureau d'information du Conseil des affaires d'Etat a ainsi publié au mois de janvier 2002 un rapport⁵¹ comptabilisant au cours des années 1990 plus de 200 incidents qui se sont soldés par 162 victimes et plus de 440 blessés. Il n'est parfois pas facile de faire la part dans ce rapport entre les actes de vengeance contre des cadres du parti ou des bureaux de contrôle des naissances trop zélés, et les actes s'inscrivant dans une logique véritablement politique. L'analyse des actes violents rapportés montre que les actes s'inscrivant dans une logique à proprement parler terroriste (assassinats d'officiels hans, de cadres ouïghours proches du régime, empoisonnements, attentats à la bombe...) sont en fait relativement peu nombreux. Les plus impressionnants ont été attribués par Pékin à des groupuscules pour la plupart démantelés dans les années 1990. La « brigade de choc » du Parti réformiste islamique serait ainsi responsable de l'attentat qui, au Nouvel an chinois, en février 1992, avait tué trois personnes dans un bus à Urumchi. Le Parti islamique démocratique du Turkestan oriental aurait de son côté procédé à des attaques à la bombe dans le sud du Xinjiang ayant fait quatre victimes entre juin et septembre 1993, alors que l'attentat le plus marquant, celui du 25 février 1997 à Urumchi (jour des funérailles de Deng Xiaoping), a été attribué à l'Alliance pour l'unité du Turkestan oriental. Quatre bombes avaient été placées sur différentes lignes de bus à Urumchi peu après la répression de l'insurrection de Yining (Ghuldja) sur laquelle nous reviendrons. Les explosions avaient fait 9 morts et 74 blessés.

⁵⁰ Les infrastructures militaires chinoises, les lignes de chemin de fer qui conduisent les colons hans vers le Xinjiang et les pipelines exportant les hydrocarbures locaux vers le reste de la Chine sont les cibles privilégiées de ces actes de sabotage.

⁵¹ « True nature of "East Turkestan" forces », *China Daily*, 22 janvier 2002.

De la multiplication des troubles insurrectionnels à la reprise en main

A la même époque, la politique de réformes et la mise en place de l'économie de marché contribuent à tendre le climat social. Le filet social assuré par l'Etat communiste disparaît et avec lui un de ses principaux mérites aux yeux des populations les plus défavorisées. Compte tenu des inégalités socio-économiques et des tensions politiques évoquées précédemment, l'autorité que maintient l'Etat chinois est de plus en plus perçue comme coloniale et au service des Hans. Des mouvements de rue souvent déclenchés par des rixes entre Ouïghours et Hans ou des mesures impopulaires prennent de l'ampleur. Alors qu'ils sont parfois brutalement réprimés, ils prennent une tournure insurrectionnelle. Des manifestations, voire des émeutes, ont ainsi lieu un peu partout dans le Xinjiang durant l'été 1993, dans la région de Ghuldja en 1995, suite à la décision d'éradiquer les *māshrāp*⁵², à Khotan au mois de juillet 1995⁵³ et avec une ampleur inégalée à nouveau à Ghuldja les 5 et 6 février 1997. Confronté à la défiance d'une partie de la jeunesse, à l'émergence de groupuscules séparatistes armés et à la montée d'un islam subversif antigouvernemental, le régime chinois avait déjà progressivement resserré son contrôle sur la société et les espaces d'expression identitaires et religieux pour éviter que ne s'amorcent des dynamiques susceptibles de rendre la situation incontrôlable⁵⁴. Cependant, un véritable tournant se produit en 1996. En effet, au mois de mars, quelques semaines avant le lancement de la campagne nationale « Frapper fort contre la criminalité », le Comité permanent du Bureau politique du PCC, dans le cadre d'une réunion spéciale, axe cette campagne au Xinjiang autour de la lutte contre le « nationalisme séparatiste » et les « activités religieuses illégales ». Les instructions données dans un document interne, le document secret n° 7⁵⁵, insistent notamment sur la nécessité d'épurer le PC et l'administration locale de leurs éléments les moins fiables, de renforcer la propagande contre le séparatisme, de renforcer le contrôle sur les populations du Xinjiang, d'amener les pays voisins à collaborer avec la Chine dans sa lutte contre le séparatisme ouïghour et l'islam radical, d'encourager l'afflux de cadres et de colons hans dans le cadre des Corps de construction et de production du

⁵² Ce système de socialisation traditionnel visait, à travers des réunions festives, à inculquer la culture traditionnelle aux jeunes Ouïghours tout en renforçant la cohésion de la communauté. Au début des années 1990, face aux graves problèmes sociaux qui touchent la jeunesse locale (consommation de drogue, « perte des valeurs morales »...), de jeunes Ouïghours de la région de Ghuldja ont repris en mains les *māshrāp*. Certains ont commencé à adopter une démarche critiquant les effets négatifs des politiques chinoises. Inquiètes devant leur capacité à mobiliser les jeunes, les autorités chinoises les ont arrêtés en août 1995, alors que les *māshrāp* devenues très populaires étaient interdites.

⁵³ Les événements de Khotan en juillet 1995 sont liés à l'arrestation successive de plusieurs imams charismatiques.

⁵⁴ Le contrôle des activités religieuses illégales a été resserré via des textes comme « Les réglementations temporaires sur le contrôle des réunions religieuses dans la RAOX », en 1988, ou « Les réglementations sur les activités religieuses dans la RAOX », en 1995.

⁵⁵ *Guanyu weihu Xinjiang wending de huiyi jiyao, zhongyang zhengzhiju weiyuan hui* [A propos de la séance confidentielle du Comité permanent du Bureau politique du PCC sur le maintien de la stabilité au Xinjiang], 19 mars 1996, www.taklamakan.org/guidebook/Doc7.htm

Xinjiang afin de mieux contrôler la région, de contrôler sévèrement l'enseignement de l'islam, de donner les positions dirigeantes dans les mosquées ou les organisations religieuses à des personnes qui aiment la « mère patrie », de ficher toutes les personnes qui ont suivi des formations dans des écoles religieuses ne disposant pas d'autorisation et de les surveiller... A partir de cette époque, des vagues d'arrestations massives affaiblissent sérieusement la scène militante nationaliste clandestine. Parallèlement, les bureaux des affaires religieuses resserrent leur contrôle sur les imams⁵⁶. Progressivement, la plupart des écoles religieuses non enregistrées sont fermées. De même, l'enseignement de l'islam est désormais strictement encadré, et dans les écoles coraniques locales, les imams ne peuvent désormais former plus d'un ou deux étudiants.

C'est dans ce contexte qu'ont lieu les événements de Yining (Ghuldja) en février 1997. Alors que la région est mise sous pression suite à l'interdiction des *māshrāp*, puis par la campagne « Frapper fort » (*yanda* en chinois), les troubles démarrent lorsque les autorités procèdent à une série d'arrestations d'individus accusés de se livrer à des activités religieuses illégales. Exaspérés, de nombreux jeunes Ouïghours descendent dans les rues. Dans un premier temps, les autorités locales sont dépassées et les importants mouvements de foule dégénèrent en émeutes. Leur répression violente marquera les esprits au Xinjiang et dans la diaspora. Elle aurait officiellement fait neuf morts et une centaine de blessés. Cependant, d'après certains témoins, elle se serait soldée par plusieurs dizaines voire des centaines de morts chez les manifestants, des centaines voire des milliers d'arrestations et de graves exactions policières.

L'envergure de ces émeutes, suivies par les attentats de la fin février 1997 à Urumchi que nous avons évoqués plus haut, renforce les craintes des autorités chinoises de voir la situation dégénérer. Elles multiplient alors les campagnes répressives (« campagne de combat spéciale de 100 jours "frapper fort" », de janvier à mars 1999, « campagne générale contre le terrorisme », d'avril à juin 1999, nouvelle campagne « Frapper fort », à partir d'avril 2001, campagne contre le séparatisme, en octobre 2001...). Cette exacerbation de la répression se traduit par des milliers d'arrestations, mais aussi, comme le déplorent les organisations internationales de protection des droits de l'homme, par de constantes violations de ces droits et un usage abusif de la peine de la mort. Au Xinjiang, la banalisation de la torture dans les interrogatoires, des mauvais traitements infligés aux prisonniers, des décès qu'ils entraînent, des exécutions suite à des procès sommaires, contraste avec la relative pacification de l'appareil répressif dans le reste de la Chine. Pour Marie Holzman, la proportion d'Ouïghours condamnés à mort est dix fois supérieure à leur part dans la population chinoise⁵⁷. Si les organisations de protection des droits de l'homme ne peuvent pas obtenir de statistiques fiables sur la question, la presse chinoise continue régulièrement de faire état d'exécutions ou de condamnations à de lourdes peines de militants inculpés sous le vague motif de s'être livrés à des activités « séparatistes ».

Cette politique de resserrement du contrôle sur la société et de lutte systématique contre toutes les formes d'opposition a largement profité aux autorités chinoises. Elle a

⁵⁶ Ils sont par exemple obligés de suivre depuis mars 2001 des « cours d'éducation patriotique » sous peine de perdre leur autorisation d'exercer.

⁵⁷ Communication personnelle (avril 2002). Sur les violations des droits de l'Homme au Xinjiang, voir Amnesty International, « People's Republic of China : Gross violations of human rights in the Xinjiang autonomous region », 1^{er} avril 1999, web.amnesty.org

permis de réduire les troubles, de faire taire les voix discordantes les plus téméraires et elle a conduit à l'éradication de l'essentiel des groupes clandestins qui avaient bourgeonné au cours des années 1990. Mais la répression et la restriction des espaces d'expression identitaire et religieuse ont contribué à alimenter le sentiment de persécution dont souffrent les franges de la société ouïghoure les moins acquises au régime chinois.

La lutte contre la mouvance séparatiste tend aussi depuis quelques années à se poursuivre au-delà des frontières chinoises. En effet, dans les années 1990, le Kazakhstan et le Kirghizistan ont prêté asile à des militants en provenance du Xinjiang et ont reconnu, nous y reviendrons, des organisations des diasporas locales défendant l'indépendance du Turkestan oriental. La Chine a alors joué sur les perspectives de règlement des contentieux frontaliers et de coopération économique pour promouvoir avec la Russie et les pays d'Asie centrale la lutte contre le séparatisme et l'islamisme en Asie centrale à travers l'Organisation de la coopération de Shanghai⁵⁸. Depuis, elle a obtenu des pays d'Asie centrale mais aussi du Pakistan, de l'Afghanistan et même du Népal qu'ils interdisent les organisations ouïghoures indépendantistes présentes sur leur territoire ou qu'ils extradent des militants récemment réfugiés sur leur sol. Avec l'exacerbation de la répression au Xinjiang puis en Asie centrale, les principaux pôles de l'activisme ouïghour se sont ainsi déplacés, amenant celui-ci à prendre de plus en plus la forme d'un lobbying auprès de la communauté internationale en faveur de la défense des droits fondamentaux des Ouïghours.

LA MONTEE EN PUISSANCE POLITIQUE DE LA DIASPORA OUIÏGHOURE

Au cours des années 1950, avec l'exil des principaux militants nationalistes en Turquie et en Asie centrale, les noyaux les plus actifs de la scène nationaliste se mêlent aux anciennes diasporas ouïghoures d'Asie centrale et de Turquie. Cependant, l'activisme au sein de ces diasporas s'étirole au fur et à mesure que vieillissent et disparaissent les leaders historiques de la cause ouïghoure. C'est alors que l'ouverture progressive des frontières du Xinjiang à partir des années 1980, puis l'écroulement du rideau de fer qui isolait l'Asie centrale, permettent le rétablissement de liens, la circulation des militants, voire l'arrivée de nouveaux militants fuyant les geôles chinoises. Tandis qu'au même moment l'opposition au Xinjiang est à nouveau décimée, cette diaspora militante rajeunie va progressivement redonner un rôle moteur à l'opposition ouïghoure en l'amenant pour la première fois dans son histoire à transcender les vieilles scissions idéologiques de la guerre froide.

⁵⁸ Nouvelle dénomination du Groupe de Shanghai créé en 1996, l'OCS regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

La diaspora ouïghoure

Au fil des temps, l'installation de populations turcophones en provenance des oasis du Xinjiang a conduit à la formation de communautés diasporiques. L'Asie centrale compte ainsi une importante diaspora ouïghoure : 180 000 membres au Kazakhstan, selon le recensement de 1989 (500 000 selon les associations ouïghoures), 40 000 au Kirghizistan (250 000 selon les associations), 5 000 au Turkménistan (20 000 selon les associations) et des effectifs difficiles à évaluer en Ouzbékistan en raison de la politique d'ouzbékisation menée par les autorités locales.

Au-delà de l'Asie centrale, et dans des proportions moindres, des commerçants, puis des réfugiés politiques anticommunistes, se sont installés à Istanbul et en Arabie saoudite⁵⁹ notamment. Ce n'est que plus tard, avec l'installation à Munich au milieu des années 1980 des collaborateurs ouïghours de Radio Liberty⁶⁰, que des militants de Turquie, puis des réfugiés en provenance du Xinjiang et d'Asie centrale ont commencé à se fixer en Allemagne. Aujourd'hui, avec l'exacerbation du climat répressif en Asie centrale et au Xinjiang, l'émigration vers les pays occidentaux, sans être massive, tend à s'accélérer. Ainsi, même si la diaspora ouïghoure hors d'Asie centrale est traditionnellement installée en Turquie (environ 10 000 personnes à ce jour), sa frange militante tend à se diriger de plus en plus vers des destinations comme Munich (qui compte quelques centaines de réfugiés), le Canada, les Etats-Unis, mais aussi la Belgique, l'Australie, la Scandinavie...

Genèse et structuration de la scène militante diasporique

Après 1949, les opposants ouïghours réfugiés en Asie centrale et en Turquie ont redynamisé les diasporas locales, en tenant compte du contexte politique de leur pays d'accueil. Les autorités soviétiques étaient méfiantes vis-à-vis des indépendantistes ouïghours. Elles les ont soupçonnés de donner un mauvais exemple à leurs cousins turcophones d'URSS. Elles ont de ce fait exercé un contrôle étroit sur les réfugiés récemment arrivés. Beaucoup, éprouvant des difficultés à s'insérer en raison de leur mauvaise maîtrise de la langue russe, ont abandonné la lutte politique alors que les autorités soviétiques plaçaient à la tête des communautés locales des personnes de confiance. Contraints de faire allégeance au PCUS, les anciens militants en provenance du Xinjiang ont été en fait surtout instrumentalisés par les services de renseignement soviétiques lors des périodes de tension avec la Chine.

Mais au début des années 1990, avec l'écroulement du régime soviétique et en réponse à l'effervescence que connaît le Xinjiang, les Ouïghours du Kazakhstan et du Kirghizistan s'organisent. Trois organisations principales sont enregistrées à cette

⁵⁹ Compte tenu de sa prospérité économique, la communauté d'Arabie saoudite pourrait jouer un rôle plus important dans le financement des diverses organisations ouïghoures implantées en Occident et en Asie centrale.

⁶⁰ Radio financée par le Congrès américain du temps de la guerre froide pour émettre dans le bloc de l'Est.

époque par les autorités kazakhstanaïses. Ces organisations nationalistes dont les principaux leaders se situent dans la filiation de la mouvance socialiste évoquée plus haut prônent l'indépendance du Turkestan oriental, voire la lutte armée. Sous l'impulsion du charismatique Hashir Wahidi⁶¹ se constitue l'Organisation pour la libération de l'Ouïghouristan (OLO)⁶². Elle compte au milieu des années 1990 plusieurs milliers de membres au Kazakhstan et dans le reste de l'Asie centrale et publie le journal *Ouïghouristan*. Elle semble avoir disposé de connexions avec les milieux militants et certains mouvements au Xinjiang. A la même époque, le Front national uni révolutionnaire du Turkestan oriental émerge sous la houlette de son sulfureux leader⁶³, Yusupbeg Mukhlissi. Défendant ouvertement la lutte armée contre le pouvoir chinois, ce mouvement affirme avoir des liens avec des mouvements de l'autre côté de la frontière. Cependant, en dépit de l'accès aux médias occidentaux dont il a bénéficié, il n'a vraisemblablement compté dans ses rangs qu'une poignée de proches de Yusupbeg Mukhlissi. Même s'il ne semble pas non plus avoir été directement impliqué dans les actions armées au Xinjiang qu'il a fréquemment revendiquées, beaucoup de militants de la diaspora lui reprochent d'avoir été instrumentalisé afin de donner une image violente de l'activisme ouïghour⁶⁴. Enfin, une organisation tentant de représenter l'ensemble des Ouïghours d'Asie centrale, l'Organisation régionale des peuples ouïghours, a émergé sous l'égide de Khahriman Gojamberdie, avant de devoir se limiter à la représentation des Ouïghours du Kazakhstan et de devenir l'Organisation régionale ouïghoure du Kazakhstan (OROK). A partir du milieu des années 1990, ces organisations n'ont plus été officiellement reconnues par le gouvernement kazakhstanaïse mais elles se sont maintenues dans une semi-clandestinité. Après l'agression qui conduit à la mort de son leader, l'OLO, affaiblie, éclate en deux branches. La branche majoritaire à la tête de laquelle se trouve Sabit Abdurahman fusionne alors avec l'OROK pour former le Parti populaire de l'Ouïghouristan dirigé par Khahriman Gojamberdie⁶⁵. Parallèlement, deux organisations nationalistes, laïques et démocratiques, ont émergé au Kirghizistan à partir de 1989. La première représente les Ouïghours du Kirghizistan : l'Union des Ouïghours du Kirghizistan (*Ittipak*). Son président, Nigmat Bazakov, a été assassiné au mois de mars 2000 dans des circonstances encore non élucidées ; elle est présidée à ce jour par

⁶¹ Avant d'émigrer au Kazakhstan au début des années 1960, Hashir Wahidi avait été président des Jeunesses communistes au Xinjiang.

⁶² Voir note 3.

⁶³ Soupçonné de collusions mafieuses, le fils et bras droit de Yusupbeg Mukhlissi, Modan, a été récemment accusé d'être impliqué dans une attaque à main armée sanglante.

⁶⁴ Beaucoup s'interrogent notamment sur le fait qu'en dépit de ses déclarations particulièrement violentes contre la Chine, Yusupbeg Mukhlissi, disposant vraisemblablement de connexions avec l'ex-KGB, n'ait jamais été véritablement menacé.

⁶⁵ Proche du pouvoir kazakhstanaïse, il a été colonel dans l'armée soviétique. A noter aussi l'existence de la fondation Nozugum destinée à la protection des femmes et des enfants ouïghours. Sa présidente, Dilbrim Samsakova, a été assassinée au mois de mai 2001. En 2002 a émergé sous la direction de Sheripjan Nadirov l'Union ouïghoure du Kazakhstan (organisation s'occupant de la question des droits fondamentaux des Ouïghours et de ceux des réfugiés). La même année a été mise en place la branche kazakhstanaïse de l'Union mondiale des jeunes ouïghours, sous la direction d'Abdurexit Turdeyev.

Rozimet Abdulbakiev. La seconde, le Comité des droits de l'homme de Bichkek, présidée actuellement par Tursun Islam, est dédiée à la protection des droits fondamentaux des Ouïghours.

De l'autre côté de l'ancien rideau de fer, après leur installation en Turquie, Mehmet Emin Bughra et Isa Yusuf Altptekin, devenus des icônes de la résistance antichinoise, installent symboliquement un gouvernement en exil du Turkestan oriental. Des organisations se développent sur place sur la base de réseaux associatifs culturels ou d'aide aux nouveaux immigrants. Sont ainsi mises en place l'Association des émigrés du Turkestan oriental (fondée en 1961), la Fondation du Turkestan oriental (créée en 1984) et l'Association d'entraide du Turkestan oriental (fondée en 1989). Au cours de la dernière décennie, alors que de nouvelles communautés s'implantent en Occident, des organisations qui en même temps tentent de promouvoir la cause ouïghoure se sont développées sur le même schéma, avec par exemple l'Union du Turkestan oriental en Europe (fondée à Munich en 1990 autour d'Erkin Altptekin et des Ouïghours ayant collaboré avec Radio Liberty), l'Association turkestanais australienne fondée en 1992, l'Association ouïghoure américaine créée en 1998.

Or à partir de cette époque, plusieurs facteurs favorisent la montée en puissance de cette scène politique diasporique. L'ouverture relative des frontières du Xinjiang à partir de la fin des années 1980, puis l'écroulement du rideau de fer ont favorisé le rétablissement de liens familiaux, commerciaux et politiques entre le Xinjiang, les communautés d'Asie centrale et la Turquie. Au travers de ces liens, de nouvelles solidarités émergent. De jeunes militants en provenance du Xinjiang viennent se réfugier et revigorent au passage la mouvance militante. Parallèlement, avec l'écroulement du communisme, la profonde ligne de fracture idéologique qui séparait les nationalistes communistes et anticommunistes réfugiés dans les deux blocs disparaît. Au même moment, sur fond d'écroulement des grands empires communistes, les troubles qui agitent le Xinjiang et les échos de la répression chinoise galvanisent ceux qui veulent encore croire à l'indépendance du Turkestan oriental. Les militants des différentes diasporas tentent alors de s'organiser pour donner une visibilité au problème ouïghour. Ils alimentent en informations la presse occidentale et les organisations internationales⁶⁶. Mais l'éclatement de la mouvance militante en une multitude d'organisations entrave son action politique. Elle souffre d'un manque cruel de coordination et surtout d'un manque de lisibilité qui nuit à la mobilisation des soutiens financiers et politiques tant en Occident qu'auprès de la diaspora saoudienne. C'est dans ce contexte que s'impose l'idée d'unifier la scène militante ouïghoure. Afin de mobiliser le soutien de la communauté internationale, ce processus mené par l'aile modérée s'inscrit rapidement dans le rejet des modes d'action violents et le lobbying pour la protection des droits fondamentaux des Ouïghours.

La première tentative d'unification date de la réunion du premier Congrès national du Turkestan oriental à Istanbul, en 1992. Comme les congrès postérieurs, il tente de réunir les principales personnalités de la scène militante diasporique mais, compte tenu des divergences sur les moyens à utiliser pour défendre la cause ouïghoure, il ne débouche pas sur la création d'un corps politique effectif. En réalité, la première initiative fructueuse

⁶⁶ Ils éditent parallèlement des journaux, des sites internet d'information... Les plus importants de ces sites sont celui du Centre d'information du Turkestan oriental (CITO), fondé à Munich en 1996, www.uygur.org, celui de l'International Taklamakan Human Rights Association (Washington DC), www.taklamakan.org et celui de l'Uyghur Information Agency (Washington DC), www.uyghurinfo.com

vient de la jeunesse. Elle est inspirée par la dynamique lancée par l'Union des jeunes turques mondiales, fondée en 1991 à Kazan par de jeunes militants turks de l'Idil-Oural et du Caucase, qui rallie progressivement des associations de la jeunesse et des mouvements politiques de l'ensemble du monde turk. Le déclic se produit sans doute en 1995. En effet, cette tribune au sein de laquelle s'exprime la solidarité entre les nations turques fait alors la part belle à la cause ouïghoure lors d'un congrès au Kirghizistan. La dynamique imprimée par ce congrès amène la délégation ouïghoure présente à s'organiser : elle propose la tenue au mois d'octobre 1995 à Alma-Ata de « journées culturelles de la jeunesse ouïghoure ». Malgré leur interruption par les autorités kazakhstanaïses dès le deuxième jour de leur déroulement, l'enthousiasme qu'elles soulèvent débouche au mois de novembre 1996 à Munich sur la réunion du Congrès mondial des jeunes turques ouïghoures. Il donne lieu à la mise en place de l'Union mondiale des jeunes turques ouïghoures (UMJO), basée à Munich. Participent activement en son sein de nombreux étudiants ouïghours réfugiés en Occident dans les années 1990 (Dolkun Isa, leader des manifestations étudiantes de 1988, Mehmet Tohti...). L'UMJO développe rapidement des branches en Asie centrale et en Occident et tente de mobiliser la jeunesse des communautés locales en faveur de la cause ouïghoure tout en entretenant le sentiment national ouïghour⁶⁷. Au-delà de l'exemple donné par le dynamisme de cette jeunesse, la nécessité de mettre un terme aux rivalités internes apparaît encore plus pressante suite au choc que suscite la sévère répression qui s'abat sur Yining (Ghuldja) au mois de février 1997. Les leaders d'une douzaine d'organisations d'Asie centrale et d'Occident entérinent alors la mise en place à Ankara du Centre national du Turkestan oriental présidé par Riza Bekin⁶⁸. Mais ce centre, mis en place dans la précipitation, souffre d'un manque de légitimité car ses représentants n'ont pas été élus par la base militante. Lors d'un deuxième congrès du Turkestan oriental à Munich, en octobre 1999, le Centre national est dissout au profit du Congrès national du Turkestan oriental (CNTO) dont le bureau permanent est présidé par Enver Can⁶⁹. Le CNTO arrive à rallier la plupart des organisations non violentes de la diaspora d'Occident, de Turquie et d'Asie centrale. Cependant, le deuxième congrès ne parvient pas à régler la question du financement de la future organisation et l'UMJO ne se rallie pas⁷⁰. La mouvance militante non violente reste jusqu'en 2004 divisée entre le CNTO et l'UMJO. L'unification des organisations se fait lors du quatrième congrès uni du Turkestan oriental autour de la décision de faire d'Erkin Altptekin, fils d'Isa Yusuf Altptekin, le leader de la cause ouïghoure. Au cours de ce congrès qui se tient à Munich le 18 avril 2004, l'UMJO et les organisations regroupées au sein du CNTO fusionnent au sein du Congrès mondial ouïghour (CMO) présidé par

⁶⁷ Comme ses statuts le proclament, cette organisation nationaliste se fixe notamment pour objectif la « perpétuation de la cause ouïghoure en éduquant la génération future [...] à travers la conduite d'activités pacifiques et démocratiques ».

⁶⁸ Ancien général de l'armée turque d'origine ouïghoure.

⁶⁹ Enver Can est comme Erkin Altptekin un des anciens collaborateurs de Radio Liberty.

⁷⁰ Le manque de fonds dont souffrent les organisations ouïghoures a longtemps pénalisé leur activité. Lorsque les militants ne financent pas les organisations avec leurs propres fonds, les communautés locales et les hommes d'affaires ouïghours sont mis à contribution. Néanmoins, beaucoup de militants comptent sur l'aide des riches commerçants d'Arabie saoudite qui pourraient débloquer des fonds si une organisation à leurs yeux représentative émergeait au sein de la diaspora.

Erkin Alptekin. Militant charismatique de la première heure, polyglotte et proche du Dalai Lama, il a longtemps dirigé le service ouïghour de Radio Liberty et contribué à la fondation de l'Union des peuples et des nations non représentés. Il est encore trop tôt pour présager de l'efficacité du lobbying réalisé par le CMO qui, dès sa création, a été dénoncé comme une organisation « terroriste » par les autorités chinoises. Cependant, à la tête d'un mouvement fédérant pour la première fois l'ensemble des organisations non violentes de la diaspora, Erkin Alptekin, grâce à ses liens avec les réseaux politico-médiatiques occidentaux, a pour ambition de donner une nouvelle dimension au lobbying ouïghour.

LA QUESTION DE LA DIFFUSION DE L'ISLAM RADICAL AU XINJIANG

Au cours des dernières décennies, différents courants islamistes se sont diffusés avec plus ou moins de succès en Asie centrale.

En dépit de la réouverture progressive des frontières chinoises au cours des années 1980 et de l'assouplissement des restrictions religieuses, le poids de l'islam soufi au Xinjiang rend moins aisée la diffusion de ces formes de l'islam qui pour la plupart sont largement dérivées du réformisme salafi et du wahhabisme, courants eux-mêmes très critiques vis-à-vis de la mystique soufie et de ses formes populaires⁷¹.

Le poids de l'islam radical reste donc au Xinjiang largement marginal. Pourtant, à partir de cette époque, sous l'impulsion de prédicateurs étrangers⁷² mais aussi de Ouïghours de retour sur place, des mouvements dawatistes tels le Tabligh ou plus tard l'Hizb-ut Tahrir (HT)⁷³ ont tenté de mener une action prosélyte, notamment auprès des jeunes urbains en rupture avec l'islam traditionnel soufi. D'autre part, de jeunes Ouïghours partant étudier l'islam au Pakistan ou dans le monde arabe sont entrés en contact avec des courants islamistes par le biais d'écoles coraniques. Il est vrai que le modèle sociopolitique promu par certains mouvements fondamentalistes a pu apparaître comme une alternative au modèle chinois perçu comme colonial et acculturant. Le désir d'établir

⁷¹ Voir note 17.

⁷² Compte tenu des relations amicales que la Chine et le Pakistan s'efforcent de maintenir, le sujet reste encore tabou, mais les allées et venues de prédicateurs pakistanais suite à l'ouverture au milieu des années 1980 de la route du Karakoram au commerce transfrontalier ont fortement irrité les autorités chinoises. En signe de protestation, la Chine a fermé sa frontière avec le Pakistan entre 1992 et 1994. Quelques mois après sa réouverture, la Chine a arrêté près de 450 Pakistanais s'étant livrés « à des actions illégales » au Xinjiang. Les diplomates chinois ont refusé de préciser si certains d'entre eux avaient été arrêtés pour cause de prosélytisme religieux ou politique, mais ce silence semble bien indiquer que c'était le cas.

⁷³ Le HT est un parti dawatiste (c'est-à-dire fondant son action sur la prédication). Contrairement aux partis jihadistes qui visent avant tout la conquête du pouvoir politique par la force, ce parti néo-fondamentaliste a d'abord pour objectif de réislamiser les sociétés musulmanes avant de se lancer à la conquête du pouvoir politique. Originaire de Jordanie, il a essaimé dans le monde musulman et notamment en Ouzbékistan, où il est devenu aux côtés du Mouvement islamique d'Ouzbékistan la « bête noire » du président Karimov.

un ordre politique et social qui remettrait les musulmans au centre du système est en effet une idée séduisante pour des Ouïghours se sentant marginalisés sur leur propre territoire. Chez les esprits conservateurs, l'espoir que l'imposition d'un cadre islamique strict apporterait parallèlement une solution aux problèmes sociaux actuels (consommation de drogue, montée de la délinquance et de la prostitution, « perte des valeurs morales islamiques »...) a aussi sans doute joué.

Conjugués à ces facteurs, d'autres éléments plus concrets ont contribué à orienter certaines recrues, cette fois-ci vers les sanctuaires du jihadisme⁷⁴ international. Tout d'abord, en l'absence de soutien des Occidentaux, quelques éléments acquis aux thèses de l'islam radical ont fait appel à l'aide des mouvements révolutionnaires islamiques transnationaux prompts à soutenir les musulmans persécutés. Tel semble être le cas (isolé) d'Hasan Makhsoum et de son groupe (voir *infra*). Cependant, pour beaucoup, cet engagement est davantage le fruit des nouvelles contraintes qu'entraîne le durcissement de la répression chinoise en Asie centrale. En effet, au cours de la deuxième moitié des années 1990, quand les pressions chinoises ont commencé à être relayées par les gouvernements locaux, la vie quotidienne des militants ouïghours réfugiés en Asie centrale ou au Pakistan est devenue de plus en plus difficile. Certains d'entre eux, après s'être livrés à des activités politiques ou religieuses susceptibles d'être durement sanctionnées en Chine, se sont réfugiés de l'autre côté de la frontière sans titre de séjour valide. Alors que les risques d'extradition augmentaient, ils se sont trouvés soumis au racket quotidien des autorités et des forces de police profitant de leur statut précaire. Certains d'entre eux ont alors rejoint les différents sanctuaires de l'islam radical pour éviter l'extradition.

Contrairement à ce que laissent entendre certains articles de presse, sans être totalement fictif, l'engagement des Ouïghours au sein de l'internationale islamiste est loin d'être massif. Ainsi, en Ouzbékistan et au Kirghizistan, alors que quelques individus semblent avoir été séduits par les thèses de l'HT, d'autres ont pris le maquis avec le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO). L'autre lieu de recrutement privilégié a été le Pakistan. Des experts chinois ont avancé qu'une dizaine de milliers de Ouïghours se seraient rendus au Pakistan afin de recevoir un enseignement religieux. Ce chiffre est difficilement vérifiable. Mais certains d'entre eux ont effectivement suivi des cursus dans des écoles coraniques fondamentalistes pakistanaïses, et sont parfois entrés en contact avec des mouvements islamistes locaux (Jamaat al-Tabligh...). Au travers de ces filières, quelques jeunes Ouïghours ont été projetés dans le *jihad* en Afghanistan. Selon Wang Lequan (secrétaire général du parti communiste de la Région autonome des Ouïghours du Xinjiang), 300 Ouïghours auraient été capturés par les forces américaines, 20 auraient été tués, 600 auraient fui au Pakistan et 110, de retour en Chine, auraient été faits prisonniers. Là aussi, les chiffres sont difficilement vérifiables et on peut s'interroger sur la fiabilité des méthodes employées pour répertorier et localiser aussi précisément les combattants ouïghours. Après la chute des Talibans, le nouveau régime afghan a fait état d'une vingtaine de prisonniers de nationalité chinoise seulement, qu'il a promis de remettre aux autorités de Pékin. De même, parmi les 650 prisonniers du camp Delta à Guantanamo, 22 seraient des Ouïghours⁷⁵. Pourtant, au-delà de ces chiffres, les

⁷⁴ Voir note 72.

⁷⁵ A titre d'exemple, l'Arabie saoudite compterait 120 à 160 détenus dans le camp, le Yémen, dont la population est à peu près deux fois supérieure à la population ouïghoure, 80 à 110, la France 7.

déclarations du porte-parole du Département d'Etat américain et les témoignages recueillis auprès des prisonniers ouïghours de l'Alliance du Nord révèlent que loin de faire partie du cœur de l'activisme jihadiste, ces derniers étaient dans leur grande majorité de simples recrues apparemment isolées dans leurs différents contingents et qui s'étaient retrouvées dans un conflit dont les enjeux leur échappaient.

L'APRES 11 SEPTEMBRE ET L'INSTRUMENTALISATION PAR LE REGIME CHINOIS DE LA MENACE ISLAMISTE

S'il est marginal, cet engagement des Ouïghours au sein de l'internationale jihadiste est pourtant devenu au tournant du troisième millénaire une des principales armes de la propagande chinoise contre l'opposition ouïghoure.

En fait, compte tenu du contrôle étroit que les autorités chinoises exercent désormais sur les activités religieuses, il n'existe pas de formation islamiste implantée sur une large échelle au Xinjiang. L'attention de la sécurité publique chinoise s'est focalisée sur quelques groupuscules islamo-nationalistes comme le Parti réformiste islamique du Turkestan oriental, le Parti islamique démocratique du Turkestan oriental ou le Parti d'Allah du Turkestan oriental islamique⁷⁶, mais ce sont autant de groupuscules sur lesquels il n'existe que très peu d'informations fiables, si l'on exclut celles, parfois contradictoires, qui sont délivrées par les autorités chinoises.

Pourtant, après les événements du 11 septembre 2001, la menace constituée par ce type de formation marginale a été utilisée par Pékin pour placer la répression de l'ensemble de l'opposition ouïghoure dans le cadre de la lutte internationale contre les réseaux terroristes islamistes⁷⁷. Dans le rapport publié le 21 janvier 2002, le Conseil des affaires d'Etat insiste sur les liens supposés entre al-Qaïda et certaines organisations ouïghoures appartenant à une opposition regroupée sous le label faussement unificateur de *Dongtu*⁷⁸. Au-delà du fait que l'opposition ouïghoure reste éclatée entre une majorité non violente et une frange armée décimée par la répression chinoise, ce rapport défend

⁷⁶ Cette organisation, dont le nom rappelle le Hezbollah, aurait été fondée en 1993 selon certaines sources chinoises, en 1997 pour d'autres. Pour beaucoup de militants ouïghours réfugiés en Occident, le Parti d'Allah serait une création de la propagande chinoise. De leur côté, les autorités chinoises affirment que cette organisation se serait livrée à des activités terroristes et serait responsable de l'insurrection de Yining en 1997. Une vague d'arrestations à la fin des années 1990 aurait abouti selon les autorités chinoises à son démantèlement.

⁷⁷ Voir « Jiangdu yu qian ladan ying shouxun » [Plus d'un millier d'indépendantistes du Xinjiang auraient reçu un entraînement dans les camps de Ben Laden], *Xinpaopao*, 3 novembre 2001 ; « Uygurs "part of world problem" », *South China Morning Post*, 16 novembre 2001 ; « Bin Laden's network : a Chinese view », *People's Daily*, 16 novembre 2001 ; « Guowuyuan : Ladan chuci peixun xindu » [Conseil des affaires d'Etat : Ben Laden finance l'entraînement des indépendantistes du Xinjiang], *Mingpao*, 22 janvier 2002, et *China Daily*, 22 janvier 2002 (art. cit).

⁷⁸ Voir note 3.

l'idée que le Parti d'Allah et surtout le Mouvement islamique du Turkestan oriental (MITO), groupuscule jusqu'alors isolé et inconnu, ont entretenu des liens étroits avec al-Qaïda. Selon ce rapport, des membres du MITO et du Parti d'Allah se seraient entraînés dans des camps en Afghanistan. Parmi la poignée de membres du MITO, certains auraient rencontré Ben Laden au début 1999 et en février 2001, ce dernier acceptant de leur fournir « des sommes fabuleuses »⁷⁹. Il est en effet possible que ces mouvements, et en particulier le MITO, aient eu des contacts avec le réseau Ben Laden et plus probablement avec le Mouvement islamique d'Ouzbékistan. Mais ces accusations contrastent avec le silence de Ben Laden sur le Turkestan oriental.

En fait cette campagne a conduit les Etats-Unis à la fin août 2002, puis l'ONU, à inscrire le MITO sur la liste des organisations liées à al-Qaïda. Parallèlement, la traque lancée par le gouvernement chinois contre le MITO semble avoir porté ses fruits. En effet Ismail Kadir, qui fait partie de ce qui serait le noyau du groupe implanté en Afghanistan, a été arrêté au mois de juillet 2002 et, un an plus tard, en octobre 2003, Hasan Makhsum, chef du MITO, a été tué lors d'une opération conjointe menée par les forces de sécurité pakistanaises et des agents chinois dans le Sud Waziristan. Le fait que malgré son décès, Hasan Makhsum ait été maintenu deux mois plus tard en tête de la liste des terroristes ouïghours les plus recherchés par la Chine en dit long sur le degré d'instrumentalisation de ce groupuscule par la propagande chinoise.

En effet, le ministère de la Sécurité publique a intensifié sa campagne de « lutte contre les terroristes du Turkestan oriental ». Il a publié et communiqué notamment à Interpol, le 15 décembre 2003, une liste de quatre « organisations terroristes » et de onze « terroristes ». Cependant, la définition extensive du terrorisme adoptée par les autorités chinoises tend à décrédibiliser la campagne en question. Cette liste regroupe en effet des organisations et des militants aux modes d'action politique très différents. Certains groupuscules tels le MITO ou l'Organisation de libération du Turkestan oriental (OLTO)⁸⁰, accusés d'être impliqués dans des actions armées, sont mis sur le même plan que des organisations non violentes de lobbying telles que le Centre d'information du Turkestan oriental (CITO) ou l'UMJO⁸¹. En fait, il semble qu'à travers l'inscription du CITO et du CMJO sur la liste chinoise, les autorités de Pékin tentent de discréditer le pôle militant occidental de la contestation ouïghoure. En effet, suite à la politique de rapprochement que la Chine a menée auprès des pays d'Asie centrale, les militants sur place, inhibés par les extraditions et plusieurs assassinats, se vus contraints à un nouvel exil ou à l'inaction. Désormais, le principal objectif de la Chine est d'abattre le pôle occidental de la diaspora ouïghoure, seule véritable force susceptible de mobiliser la communauté internationale en faveur de sa cause. Les Etats-Unis qui avaient satisfait le gouvernement chinois en insérant le MITO dans la liste des organisations liées à al-

⁷⁹ Voir *China Daily*, art. cit. Le rapport publié par le Conseil des affaires d'Etat accuse le MITO d'avoir notamment établi au Xinjiang des cellules de formation au maniement des explosifs et d'avoir constitué d'importants stocks d'armes et de produits destinés à fabriquer des explosifs.

⁸⁰ En dépit des dénégations de son leader, ce groupuscule nationaliste dirigé par Mehmet Emin Hazret (« numéro deux des terroristes du Turkestan oriental »), un temps réfugié en Turquie, est accusé par les autorités chinoises d'avoir conduit des actions violentes au Xinjiang (incendies, accrochages avec les gardes frontaliers chinois, attaques de bus...) et en Asie centrale (assassinats).

⁸¹ Il semble qu'à travers l'inscription du CITO et du CMJO, la Chine tente de discréditer leurs leaders les plus actifs, c'est-à-dire Dolkun Isa pour l'UMJO et Abduljelil Karakash pour le CITO (voir note 66).

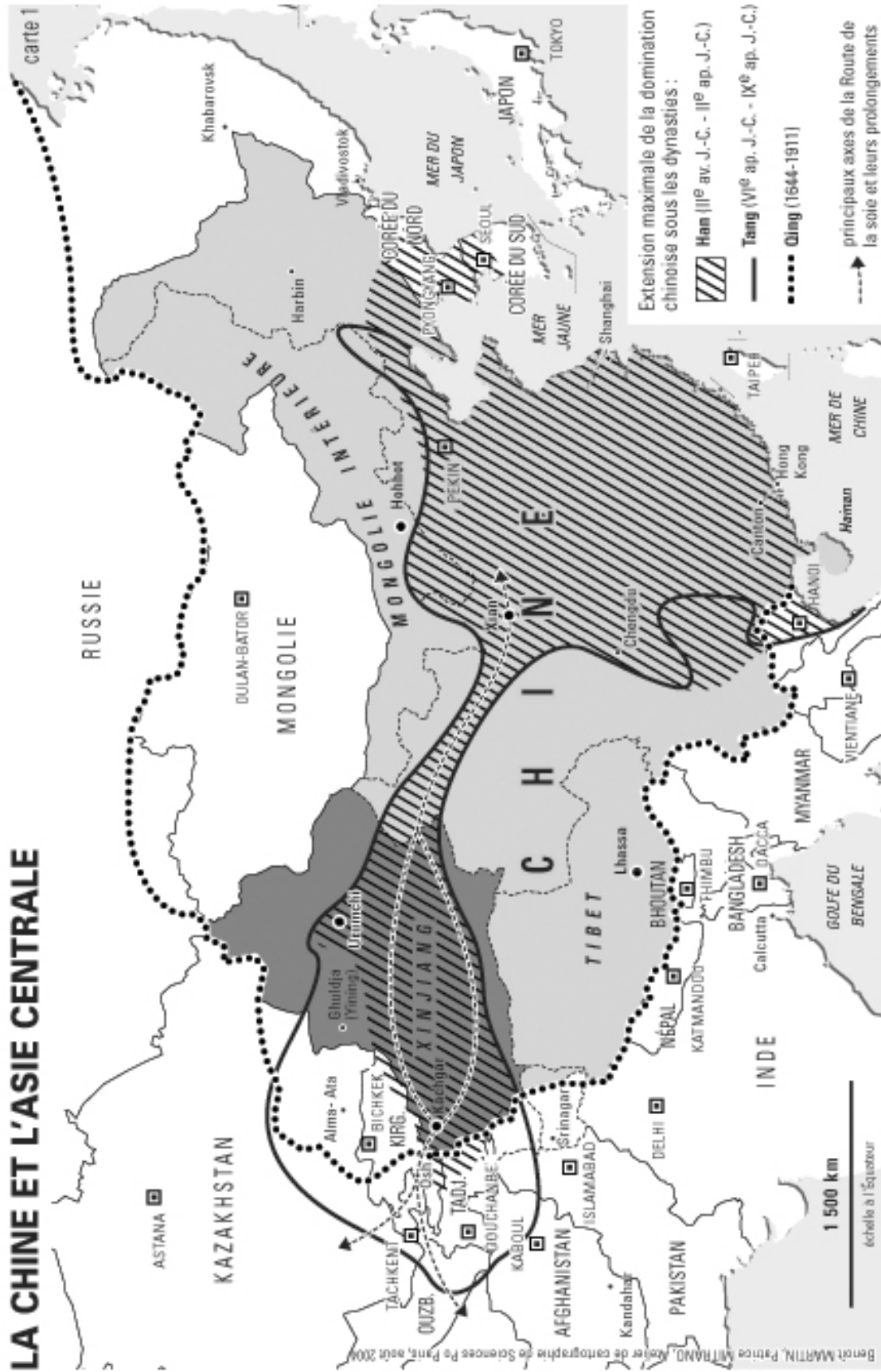
Qaïda ont cependant estimé trop extensive la définition chinoise des activités terroristes. Une décision qui sonne à Pékin comme un échec et dans la mouvance militante ouïghoure comme une vague lueur d'espoir.

CONCLUSION

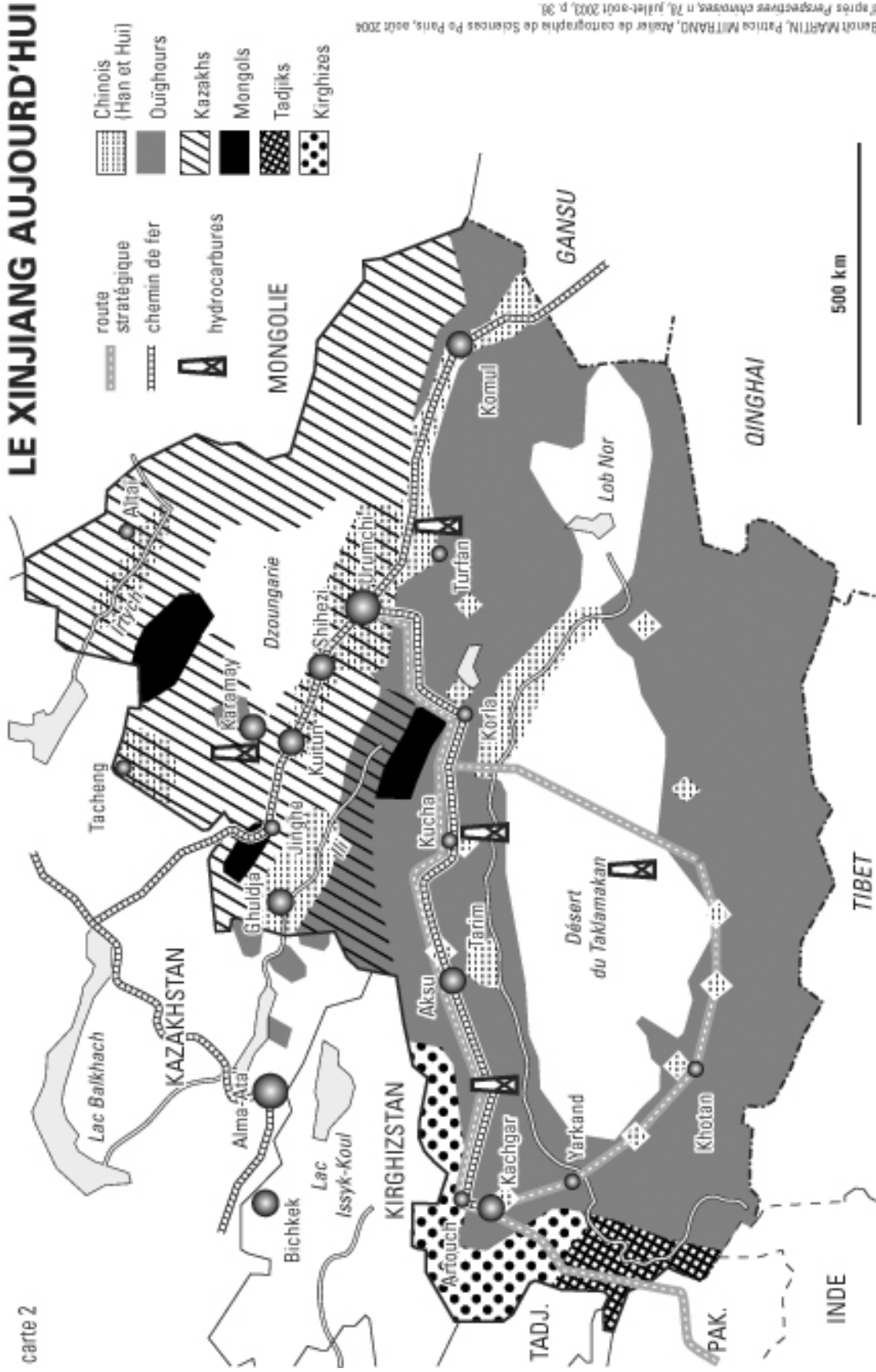
Comme nous venons de le voir, les deux dernières décennies ont été le terrain d'une revitalisation de l'islam, de l'identité ouïghoure, d'une montée de l'opposition nationaliste anticoloniale et d'une multiplication des mouvements de contestation au Xinjiang. Pourtant, ce contexte agité tranche avec le calme relatif que connaît la région depuis que les autorités ont verrouillé les derniers espaces d'expression. Au-delà, la rhétorique chinoise liant les troubles au Xinjiang essentiellement à des déstabilisations extérieures cache en réalité une profonde hostilité de certaines franges de la société ouïghoure vis-à-vis des politiques menées par le régime chinois. En effet, en dépit d'une croissance économique qui a permis l'augmentation du niveau de vie des populations locales, les mesures destinées à encourager l'immigration des Hans conjuguées aux effets pervers de la libéralisation de l'économie depuis les années 1980 ont contribué à maintenir au bas de l'échelle une partie importante de la société ouïghoure. Même si l'Etat chinois tente de former un nombre croissant de cadres locaux, capables de s'insérer dans la « nouvelle économie socialiste de marché », il éprouve des difficultés à gommer les inégalités sociales et une partie de la société ouïghoure se sent marginalisée. Parallèlement, le maintien de l'hégémonie han sur le système politique local, la non prise en compte des revendications sociopolitiques des Ouïghours, puis l'exacerbation de la répression politique et religieuse dans les années 1990 ont contribué à décrédibiliser le régime chinois. Pékin ne semble pas prêt à desserrer la chape de plomb qu'il maintient sur la vie politique et religieuse au Xinjiang. Cela lui a permis de largement désactiver une opposition politique souterraine aujourd'hui relayée par la diaspora. La Chine place désormais tous ses espoirs de stabilisation sur une croissance économique forte, gage d'une augmentation du niveau de vie des populations autochtones. Mais elle devra donner les moyens aux minorités nationales de bénéficier de la croissance au même titre que les Hans. Le pari restera dur à relever tant que les Ouïghours estimeront que leur destin doit se jouer à Urumchi et non à Pékin.

A n n e x e s

LA CHINE ET L'ASIE CENTRALE



LE XINJIANG AUJOURD'HUI

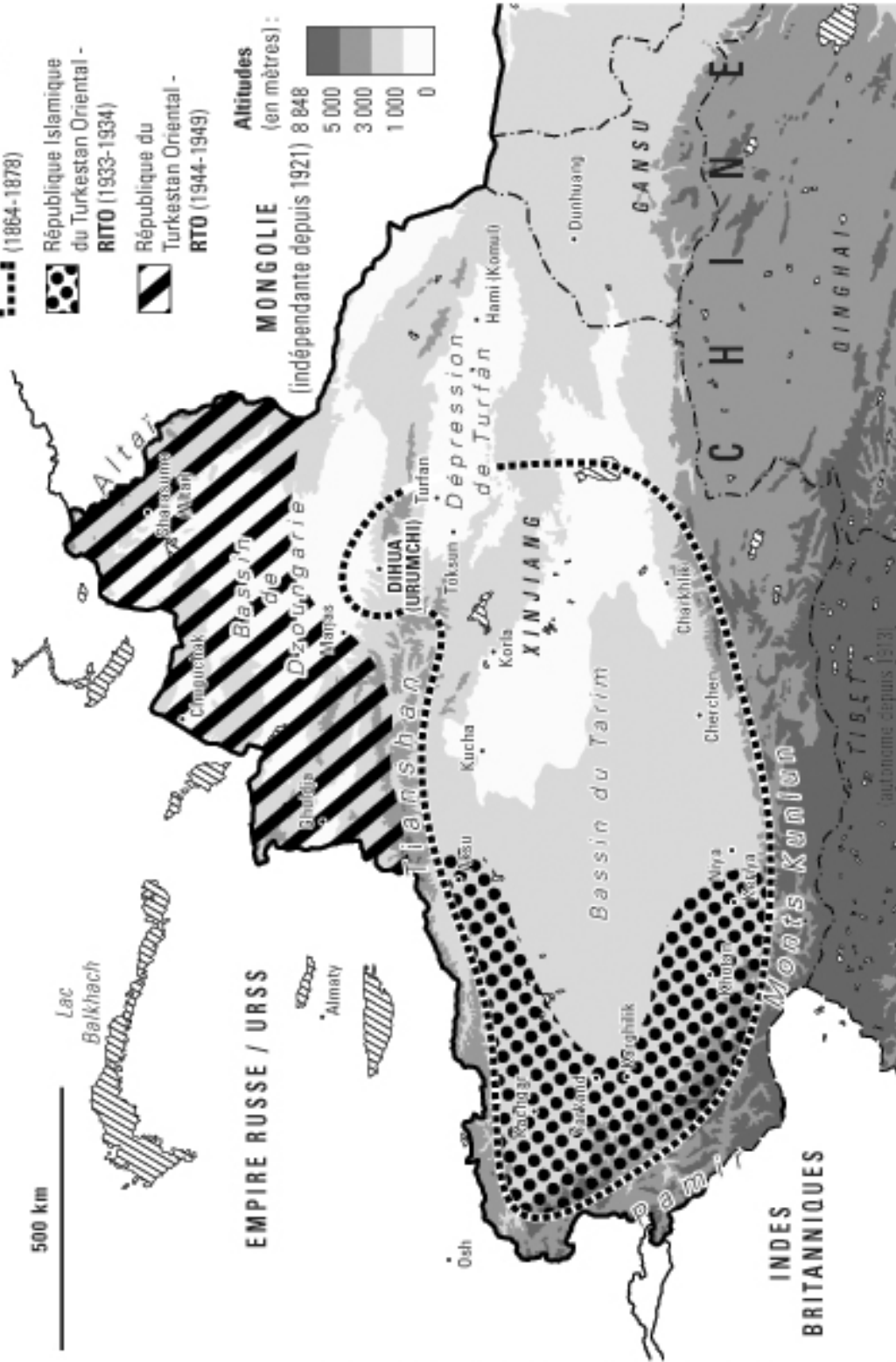


carte 2

d'après MARTIN, Patrice MIRAUD, Atelier de cartographie de Sciences Po Paris, août 2004

L'ÉMIRAT DE YACOUB BEG, LA RITO ET LA RTO

carte 3



Benoît MARTIN, Patrice MITRANO, Atelier de cartographie de Sciences Po Paris, juillet 2004

Tableau 1
Evolution démographique des principales nationalités au Xinjiang entre 1949 et 2000
(en milliers de personnes)

	Population totale	Ouighours (pourcentage de la population totale)	Hans (pourcentage de la population totale)	Kazakh (pourcentage de la population totale)	Hui (pourcentage de la population totale)
1949	4 330	3 291 (75 %)	291 (6,7 %)	443 (10,2 %)	122 (2,8 %)
1964	7 440	4 020 (54 %)	2 440 (32,8 %)	501 (6,7 %)	271 (3,6 %)
1982	13 082	5 950 (45,4 %)	5 287 (40,4 %)	904 (6,9 %)	571 (4,3 %)
1990	15 291	7 249 (47,4 %)	5 746 (37,5 %)	1 161 (7,4 %)	688 (4,5 %)
2000	18 494	8 523 (46 %)	7 250 (39,2 %)	1 318 (7,1 %)	844 (4,5 %)

Source : *Fenjin de sishi nian : 1949-1989. Xinjiang fenci (The advancing 40 years. 1949-1989. Xinjiang volume)*, Urumchi, Zhongguo tongji chubanshe, 1989, p. 332 ; *2002 Xinjiang tongji nianjian* (Annuaire statistique du Xinjiang), Pékin, Zhongguo tongji chubanshe, 2002, pp. 107, 109.

Tableau 2
Produit intérieur brut par habitant dans les principales unités administratives infra-régionales
du Xinjiang en Rmb en 2000

Nom et statut de l'unité administrative	Pourcentage de la population ouïghoure dans l'unité administrative	Pourcentage de la population han dans l'unité administrative	PIB par habitant en Rmb
Karamay (municipalité)	13,6 %	77,9 %	43 926
Urumchi (municipalité)	12,8 %	73,2 %	16 493
Turfan (préfecture)	69,6 %	23,5 %	12 831
Shihezi (municipalité)	1,2 %	94,6 %	9 738
Changji (préfecture autonome)	4 %	74,8 %	8 399
Qomul (préfecture)	18,4 %	68,7 %	7 351
Yining (Ghuldja) (préfecture autonome)	15,9 %	44,9 %	5 344
Aksu (préfecture)	74,9 %	25 %	4 939
Kachgar (préfecture)	89,2 %	9,1 %	2 411
Khotan (préfecture)	96,7 %	3 %	1 843
Moyenne provinciale	46 %	39,2 %	7913
Moyenne chinoise			7543

Source : *2002 Xinjiang tongji nianjian, op. cit.*, pp. 106, 110-115, 713, 715 ; *2002 Zhongguo tongji nianjian, op. cit.*, p. 51.

Tableau 3
Part des minorités nationales dans les effectifs totaux scolarisés au Xinjiang en 2000

Part des minorités nationales dans la population totale du Xinjiang en 2001	60,4 %
Primaire	68 %
Collège	65 %
Lycée	45,9 %
Université	43,2 %

Source : 2002 *Xinjiang tongji nianjian*, op. cit., pp. 612-613.

Tableau 4
Différences de qualification entre la main-d'œuvre han et non han au Xinjiang en 1990

	Hommes		Femmes	
	Hans	Minorités	Hans	Minorités
Post secondaire	7,03 %	3,25 %	4,42 %	1,53 %
Lycée	24,94 %	12,76 %	26,46 %	11,05 %
Collège	48,25 %	25,63 %	41,19 %	19,83 %
Primaire	16,51 %	42,96 %	18,86 %	48,21 %
Illettrés	3,28 %	15,39 %	9,06 %	19,38 %

Source : compilation réalisée à partir des résultats du recensement de 1990 (extraite de Emily Hannum et Yu Xie, « Ethnic stratification in Northwest China : Occupational differences between Han Chinese and national minorities in Xinjiang, 1982-1990 », *Demography* 35 (3), 1998, p. 329).